

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1910.

BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1910 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Jos. HOÏOIS.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1910 s'élève à fr. 21,969,165 »
Les crédits alloués pour 1909 montent à 21,277,665 »

L'augmentation est donc de fr. 691,500 »

La comparaison entre les deux exercices s'établit de la manière suivante pour les deux sections du Budget :

A. — Dépenses ordinaires :

Exercice 1910	fr.	21,964,165	»
— 1909		21,269,665	»
			<hr/>
AUGMENTATION.	fr.	694,500	»

B. — Dépenses exceptionnelles :

Exercice 1910	fr.	8,000	»
— 1909		8,000	»
			<hr/>
soit en plus pour 1910	fr.	694,500	»

(1) Budget, n° 4, XII.

(2) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. LEVIE, BUYL, HOÏOIS, BERTRAND, VAN CAUWENBERGH, ORTEGAT.

Mais la Section centrale a reçu de M. le Ministre des Finances un amendement dont voici la teneur :

AMENDEMENT.

Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste Sectie. — Gewone uitgaven.
—	—
CHAPITRE PREMIER.	EERSTE HOOFDSTUK.
ADMINISTRATION CENTRALE.	MIDDENBESTUUR.
ART. 8. — <i>Documents statistiques,</i> fr. 20,000 »	ART. 8. — <i>Statistische bescheiden,</i> fr. 20,000 »

Dans une note jointe, M. le Ministre des Finances a justifié cet amendement en ces termes :

« L'augmentation de 7,200 francs que présente ce crédit comparative-ment à celui inscrit au projet de Budget provient d'un accroissement des frais d'impression du Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers. »

Par suite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élève :

1° Pour les dépenses ordinaires à	fr. 21,968,365 »
2° Pour les dépenses exceptionnelles à	8,000 »
	ENSEMBLE. . . fr. 21,976,365 »

En conséquence, l'augmentation des dépenses ordinaires prévues au Budget de 1910 est, sur les dépenses de 1909, de 698,700 francs (au lieu de 691,500, chiffre indiqué ci-dessus).

L'augmentation des dépenses ordinaires et la proposition des dépenses exceptionnelles, telles qu'elles figurent au projet primitif du Budget, sont justifiées comme suit à la *Note préliminaire* jointe à ce projet de Budget :

DÉPENSES ORDINAIRES.

ART. 10. — *Indemnité des agents du Trésor pour frais de bureau.*

L'augmentation de 3,000 francs est nécessaire en vue de permettre l'augmentation des indemnités pour frais de bureau de certains agents du Trésor dont la besogne matérielle s'est considérablement accrue par suite de l'extension des affaires industrielles et commerciales ainsi que de la reprise du Congo.

ART. 12. — *Service de la conservation du cadastre. Traitements.*

L'augmentation de 47,000 francs s'explique comme ceci :

Le crédit de 1,059,000 francs alloué depuis plusieurs années présente, dans l'état actuel du personnel, une insuffisance de 14,300 francs environ.

Pour le surplus, l'augmentation est proposée en vue des promotions de classe à accorder à un certain nombre de géomètres et de la création de six nouveaux ressorts du cadastre dans la province de Hainaut.

ART. 13. — *Service des contributions directes, des accises et de la comptabilité. Traitements fixes.*

L'augmentation est de 29,600 francs.

Cette augmentation est la conséquence : 1° d'un remaniement des circonscriptions de contrôle des contributions directes, des accises et de la comptabilité, principalement dans les grands centres de population, opération qui a déterminé la création d'un assez grand nombre de nouveaux emplois de contrôleur ; 2° du relèvement des traitements des commis des accises de 1^{re} classe.

Le surcroît de dépenses de ces deux chefs est couvert en grande partie par la suppression des sections ambulantes des accises, mesure qui a rendu disponibles les sommes représentant les traitements et les indemnités de déplacement des sous-contrôleurs et de leurs adjoints. (Voir la note relative à l'article 24 ci-après.)

ART. 14. — *Service des contributions directes, des accises et de la comptabilité. Remises proportionnelles et indemnités. (Crédit non limitatif.)*

L'augmentation est de 227,000 francs.

Les remises des receveurs étant fixées à un tantième de recettes, la dépense s'accroît nécessairement en raison de la progression du produit des impôts.

ART. 15. — *Service des douanes et de la recherche maritime.*

L'augmentation est de 300,000 francs, nécessitée par l'avancement du personnel inférieur des douanes et son renforcement à raison du développement notable du service, au port d'Anvers principalement.

ART. 16 (ancien). — *Service des essais des ouvrages d'or et d'argent.*

Le crédit de 3,500 francs, alloué pour 1909, est supprimé pour 1910 — le service des essais étant remis à l'Administration des monnaies, qui possède plusieurs essayeurs.

ART. 20 (21 ancien). — *Indemnités, primes et dépenses diverses.*

Sur le crédit figurant à cet article, c'est une diminution de 29,600 francs qui est à enregistrer. La raison en est que les sections ambulantes des accises étant supprimées, il y a lieu de réduire le présent crédit du montant des indemnités de déplacement qui étaient allouées aux agents de ce service (sous-contrôleurs et commis).

ART. 25 (26 ancien). — *Remises des receveurs. — Frais de perception.*
(Crédit non limitatif.)

L'augmentation de 50,000 francs est proposée en vue de mettre le montant du crédit à la hauteur de la dépense réelle, laquelle suit la progression des produits encaissés : les remises des receveurs sont fixées à un tantième du montant de leurs recettes.

ART. 28 (29 ancien). — *Matériel.* (Y compris une somme de 2,000 francs en charge temporaire.)

La somme de 2,000 francs en charge temporaire est destinée à couvrir les dépenses d'installation auxquelles donnera lieu, en 1910, la confection de documents d'un nouveau type à l'usage des bureaux de recette des droits de succession.

ART. 29 (30 ancien). — *Dépenses du domaine.*

L'augmentation est de 18,000 francs.

Les dépenses résultant des travaux d'entretien ainsi que des charges et contributions sur le domaine s'accroissent du chef des nombreux immeubles acquis en vue de travaux d'utilité publique dans les agglomérations bruxelloises et anversoises, et qui sont gérés comme biens du domaine privé de l'État en attendant d'être livrés à leur destination.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES

ART. 34 (35 ancien). — *Commission de refonte des lois sur les droits d'enregistrement, etc. — Frais de vacation : frais de déplacement ; frais de bureau et frais divers.*

Crédit demandé : 8,000 francs.

« Ce crédit est destiné à permettre à la Commission instituée par arrêté royal du 24 janvier 1907 de remplir sa mission en 1910. » Il correspond à celui voté l'année dernière par les Chambres.

Examen en sections.

Dans toutes les sections le projet de Budget a été adopté.

Dans trois sections il a été adopté sans observations.

Dans les trois autres, son examen n'a guère été moins sommaire.

Dans l'une, un membre a demandé que « partout où il y a un bureau » d'hypothèques ou d'enregistrement il y ait un local fixe ». C'est ainsi que son desideratum est formulé au procès-verbal de la séance de la section.

Dans une autre section, un membre a demandé que des améliorations soient apportées au sort des accisiens et des douaniers et, en outre, qu'on ne déplace plus dans les usines les douaniers en lieu et place des accisiens. Un second membre de cette même section a demandé s'il n'y aurait pas moyen « de créer des carnets-souches qui pourraient être remis au département des chemins de fer pour obtenir des billets », ajoutant que ce « serait une économie ». La Section centrale a cru comprendre que ce membre a visé le parcours gratuit des accisiens et des douaniers sur les lignes des chemins de fer, du moins dans certaines conditions.

Enfin, le procès-verbal de la dernière des six sections qui ont examiné le projet de Budget est ainsi conçu :

« Un membre signale la nécessité de diminuer les droits très élevés sur l'alcool qui n'est pas destiné à la consommation de bouche.

» Plusieurs membres attirent l'attention sur la situation du personnel subalterne des douanes, notamment au point de vue des jours de repos, très rares, dont il dispose et au point de vue des traitements.

» Un membre réclame une indemnité de résidence pour les agents de Bruxelles.

» Un membre signale la nécessité d'obliger les receveurs des contributions à résider dans la commune où ils doivent le faire. »

Examen en Section centrale.

La Section centrale a cru utile d'aborder quelques questions qui n'ont pas fixé l'attention des sections. Et elle l'a fait soit pour y trouver l'occasion de rappeler certains vœux formulés antérieurement et dont la réalisation prompte paraît s'imposer, soit à raison de leur importance particulière ou du caractère d'actualité qu'elles présentent.

Parmi elles, il en est qui concernent le personnel.

Touchant le personnel des douanes, il importe tout d'abord de constater que leurs *desiderata* relatifs à l'amélioration matérielle de leur condition

continuent à parvenir au Département des Finances et aux membres de la Législature malgré les progrès notables réalisés ces dernières années ⁽¹⁾.

Il n'est pas non plus inutile de mettre en lumière la question posée le 10 février de cette année en séance de la Chambre, à M. le Ministre des Finances, par un de nos honorables collègues et la réponse qui y fut faite. Voici le texte de la question et celui de la réponse :

Question.

« Quel est le nombre d'employés des douanes, dans chaque catégorie, qui ont bénéficié du changement apporté dans les traitements en 1909? »

Réponse.

« Par suite des dispositions de l'arrêté royal du 19 octobre 1909, 397 sous-brigadiers des douanes ont obtenu immédiatement le nouveau traitement initial de 1,400 francs ; 354 préposés au traitement de 1,100 francs ont obtenu celui de 1,200 francs ; 22 préposés au traitement de 1,200 francs ont obtenu celui de 1,300 francs, et 40 préposés au traitement de 1,300 francs ont obtenu celui de 1,400 francs. »

Certains des vœux du personnel des douanes portant sur des points spéciaux, formulés les années antérieures, semblent pouvoir l'être encore maintenant.

Tel celui-ci que les intéressés trouvent toujours — ce qui n'est pas le cas actuellement — quand ils sont de garde, un abri correspondant à la guérite du factionnaire (ce qui ne veut pas dire que ce doit être une guérite).

Et encore cet autre tendant à obtenir que préposés, sous-brigadiers et brigadiers ne soient pas inexorablement contraints de subir un déplacement après un séjour maximum de huit années dans une même localité.

Il demeure toujours vrai que leurs plaintes à ce sujet sont fréquentes.

Ils prétendent que le motif qu'on donne à ce déplacement forcé n'a plus la valeur qu'il pouvait avoir au temps où la règle qu'ils critiquent, déjà fort ancienne, a été établie et où la fraude avait peut-être une intensité plus grande qu'aujourd'hui.

« Est-il raisonnable », disent-ils, « de craindre des complaisances coupables de la part d'agents qui ont fait leurs preuves et qui sont, d'ailleurs, soumis à une surveillance hiérarchique étroite? »

Subsidiairement ils n'omettent pas de faire remarquer que, si tout au moins on allongeait le temps de résidence permis dans une même localité, on arriverait, notamment, à éviter aux préposés devenus sous-brigadiers

(1) Voir les annexes du présent Rapport.

un second déplacement, conséquence de cette promotion, suivant d'assez près un déplacement imposé à l'échéance du terme de huit ans.

Ceux qui ne sont pas d'Anvers ou de Bruxelles ajoutent — est-ce à tort ou à raison? — qu'on n'applique pas à leurs collègues de ces deux villes la règle dont ils se plaignent, eux.

Sans doute, les préposés reçoivent une indemnité de déplacement de 50 francs, et les sous-brigadiers et brigadiers de 80 francs (arr. roy. du 20 déc. 1862); mais, fixée il y a près d'un demi-siècle, cette indemnité est-elle suffisante pour l'employé en ménage? — « Trois déménagements valent un incendie! », dit-on.

Peut-être aussi le service se trouve-t-il parfois plutôt désorganisé qu'amélioré par certains changements s'opérant dans le personnel sans autre raison que l'expiration du terme au bout duquel ces changements sont obligatoires.

Tout en se bornant à attirer derechef sur cette question l'attention de M. le Ministre des Finances, la Section centrale émet le vœu que, dans la pratique, et aussi longtemps que la règle susvisée restera en application, chaque fois qu'il existera des raisons suffisamment sérieuses, déduites de l'intérêt respectable des familles, pour qu'il y soit dérogé, cette dérogation ait lieu. Ce pourrait être le cas, par exemple, quand il s'agit d'employés parvenus presque au terme de leur carrière, n'ayant plus à passer au service que quelques années avant d'atteindre l'âge de la retraite. Et aussi, peut-être, quand la continuation des études des enfants, dans des conditions normales, peut devenir impossible ou du moins difficile à raison d'un déplacement à effectuer pour une localité dépourvue des établissements d'enseignement qu'il faudrait.

On est d'ailleurs fondé à terminer l'exposé de ces considérations par cette observation que, plus on réduira la quantité des déplacements qui ne sont pas vraiment nécessaires et qui n'ont pas leur pendant dans une série d'autres services administratifs plus ou moins analogues, plus on pourra, soit économiser sur les indemnités de déplacement, soit augmenter le taux de ces indemnités, tout en servant mieux l'intérêt des familles en cause.

*
* * *

La question de l'organisation du repos dominical pour le personnel des douanes semble également n'avoir pas fait un pas.

Elle ne se pose, vraiment, que pour le personnel inférieur chargé d'un service extérieur continu.

Le repos dominical complet, pour la généralité des douaniers, est un idéal bien malaisé à réaliser, semble-t-il, parce que la surveillance douanière ne peut jamais être suspendue.

Le service devrait toutefois être organisé, les dimanches et jours de grandes fêtes, de telle façon que chaque agent puisse remplir ses devoirs religieux. Les instructions ministérielles sont, si la Section centrale est bien

renseignée, en ce sens. Aussi est-elle persuadée que M. le Ministre tiendra la main à ce qu'elles soient scrupuleusement observées.

Mais, outre cela, il lui paraît indispensable que chaque agent ait une journée de repos complet, si ce ne peut être tous les huit ou dix jours, au moins par quinzaine. Les douaniers étant groupés par brigades qui comptent en général de 8 à 12 hommes, on se demande ce qui empêcherait de régler entre ceux-ci un roulement amenant pour chacun, à tour de rôle, un jour de congé à intervalles réguliers.

*
*
*

L'Union douanière du Hainaut a fait tenir à la Section centrale un mémoire spécial, renfermant une série de desiderata qui paraissent l'intéresser particulièrement. Pour que M. le Ministre des Finances et la Chambre en aient connaissance, la Section centrale a cru utile de les reproduire ci-dessous. Les voici donc :

Desiderata de l'Union douanière du Hainaut :

« 1° Qu'il soit établi dans chaque poste qui en est dépourvu une aubette pour servir de bureau au brigadier chef de poste. Cet agent ne serait plus astreint, comme aujourd'hui, à laisser sa porte ouverte jour et nuit — ce qui présente pour lui et sa famille une source d'ennuis et de risques.

» 2° Qu'il soit créé un abri à l'employé de planton au poteau-frontière. Cet agent est exposé d'un bout à l'autre de l'année à toutes les intempéries, non pas pendant une heure ou deux consécutives, mais pendant toute la durée de son service journalier — douze, dix ou sept heures suivant la saison. Sa santé est donc constamment compromise.

» La région de Chimay est la plus mauvaise de la province de Hainaut. Dans ce contrôle, à part à Momignies, il n'existe aucun abri : aux bureaux de Beauwelz, Macon, Seloignes (succursale) et Rièzes.

» 3° D'après l'article 30, R^c 2890, le chef de poste doit prescrire à ses subordonnés au moins autant d'heures de nuit que de jour et le service de nuit commence seulement à 20 heures pour finir à 6 heures, il ne comprend donc que dix heures sur vingt-quatre. Il en résulte que les chefs de postes éprouvent des difficultés pour se conformer au nouveau règlement sans laisser de lacune dans la surveillance du jour.

» Pour remédier à cet inconvénient, il suffirait que l'Administration veuille bien admettre comme services de nuit, ceux exécutés entre 18 et 6 heures, ce qui permettrait d'organiser la surveillance en douze heures de jour et douze heures de nuit sur vingt-quatre.

» 4° Les chefs de postes sont astreints, pour la tenue des différentes écritures, à environ deux heures de service par jour en plus que leur personnel. Étant donné que c'est de la bonne combinaison du service que

dépend en grande partie le résultat de la surveillance, l'Administration aurait tout intérêt à accorder au moins une heure de réduction de service sur le terrain à cet agent si important.

» 5° Différents centres industriels tels que : Erquelines, Quévy, Quiévrain, sont des endroits où les vivres et les loyers sont des plus chers. Les employés de ces résidences se trouvent dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs collègues d'autres endroits non industriels et même vis-à-vis de ceux de certaines villes, telles que Charleroi et Mons, où la vie animale est moins coûteuse et où une indemnité de résidence est allouée.

» Erquelines se trouve dans une situation tout à fait exceptionnelle, au point que tout le personnel de cette localité, acculé par la cherté des vivres et des loyers, avait transmis à M. le Directeur provincial, le 15 avril 1908, une demande qui n'a pas abouti, tendant à obtenir une indemnité pour frais de résidence. Cette situation lui est créée par le bassin industriel de Jeumont-Marpent (localités françaises) comprenant un personnel ouvrier d'au moins 5,000 personnes, dont la majeure partie sont des Belges, essayant de préférence de trouver une habitation à Erquelines.

» Or, les loyers et les vivres y suivent la conséquence de la loi de l'offre et de la demande et sont de ce fait d'un prix inabordable. Ainsi, pour une petite habitation très ordinaire, se composant de deux places en bas et de deux places en haut, le loyer est de plus de 300 francs.

» A part quelques employés, environ le cinquième de l'effectif de cette résidence, dont le loyer est ordinaire pour la raison qu'ils occupent les maisons par trop exigües de la Compagnie du Nord-Belge, se composant seulement de deux places en bas et d'une mansarde (celle-ci servant généralement de remise à effets et de chambre à coucher pour les parents et les enfants des deux sexes), les autres paient mensuellement de 22 à 30 francs de location, ce qui les met dans une situation des plus difficile. Une indemnité de frais de résidence s'impose donc pour les agents de ces localités, la cherté des vivres à elle seule l'imposant.

» 6° Comme le prouve la lettre ouverte adressée par la Fédération douanière de Belgique à Messieurs les membres de la Législature, la pension des employés du service actif de la douane, jusques et y compris le grade de lieutenant, devrait être fixée obligatoirement à 60 ans et facultative à 55. Outre les inconvénients, décrits dans cette lettre, produits par la mise tardive à la pension de ces agents, celle-ci porte un préjudice grave aux intérêts du Trésor, nuit à la bonne marche du service et entrave, d'une façon déplorable, l'avancement déjà par trop lent. En outre, l'Administration laisse actuellement en fonctions un grand nombre de vieillards de plus de 65 ans. Il serait désirable que l'Administration prenne, dès à présent, la décision de pensionner d'office à la limite d'âge, afin que ceux qui attendent de l'avancement puisse enfin l'obtenir.

» Ainsi, un lieutenant maintenu abusivement entrave la promotion de six agents. Un temporaire serait appelé; un temporaire serait nommé effectif;

un effectif serait nommé sous-brigadier; un sous-brigadier, brigadier; un brigadier, sous-lieutenant et un sous-lieutenant, lieutenant. »

*
* *

Une catégorie spéciale d'agents des douanes qui ont fait valoir des revendications particulières, c'est celle des vérificateurs.

Voici le texte de la lettre qu'ont adressée aux membres de la Section centrale ceux de Bruxelles et d'Anvers, en leur nom et au nom de leurs collègues du restant du pays :

« MONSIEUR LE DÉPUTÉ,

» Les vérificateurs des douanes soussignés se permettent de recourir à votre bienveillance pour vous prier de vouloir remédier à la situation qui leur est faite au point de vue du calcul de la pension, établie actuellement comme s'ils avaient un service sédentaire.

» Ils sont pourtant toujours, dans l'exercice de leurs fonctions, en pleine activité corporelle ;

» Ils n'ont jamais à fournir une besogne de bureau proprement dite ;

» Ils sont astreints au port de l'uniforme ;

» Ils fournissent debout une besogne exténuante dans les plus notoires conditions d'insalubrité ;

» Ils ont ainsi un service *actif* au sens le plus strict du mot ;

» Ils coopèrent à la surveillance douanière diurne ou nocturne avec des agents de leur administration qui, supérieurs ou inférieurs en grade, jouissent de l'avantage que les soussignés espèrent obtenir en se réclamant de votre esprit d'équité.

» L'exclusivité dont ils sont frappés ne se comprend que parce que la loi du 21 juillet 1844, dont les dispositions vétustes n'ont jamais été revisées, a été promulguée à une époque où leurs attributions étaient autres qu'à présent, quand les ports belges n'étaient pas outillés, quand les chemins de fer n'existaient pour ainsi dire pas.

» Au point de vue budgétaire, la mesure ne serait que de peu d'importance et ne pourrait avoir d'effet immédiat, le cadre des vérificateurs, toujours assez restreint, ne comprenant guère pour le moment d'employés en âge d'être pensionnés.

» Les soussignés sont autorisés à parler au nom de tous leurs collègues du pays, qui ont adressé semblable requête à Monsieur le Ministre des Finances.

» Ils espèrent que vous reconnaîtrez le bien fondé et la modération de leur demande et se disent, Monsieur le Député, vos très humbles et très dévoués serviteurs. »

(*Suivent les signatures.*)

*
* * *

Quand on parle douanes, il convient de ne pas seulement songer au personnel de cette administration, mais aussi et surtout à ceux qui sont appelés à subir son action ou doivent avoir avec elle des rapports forcés.

Or, la lecture des *Annales* du 1^{er} février 1910 (extrait de l'*Analyse des pétitions*, p. 401, 2^e col.), a permis à la Section centrale de constater que « le Comice agricole de Tournai-Templeuve-Celles émet le vœu que les cultivateurs habitant dans le rayon des douanes puissent faire toutes les déclarations à l'administration communale, dans les communes où il n'y a pas de bureau des douanes, et que le rayon des douanes soit réduit de 5 kilomètres à 2,500 mètres ».

Il faut espérer que M. le Ministre des Finances aura eu connaissance de la pétition de ce Comice et qu'il sera fait droit, dans la mesure du possible, au vœu des cultivateurs dont il s'agit. Les cultivateurs de tous les arrondissements frontières sont aussi intéressés qu'eux à ce qu'il en soit ainsi. Le formalisme douanier doit être réduit progressivement si faire se peut, car il ne doit jamais être ou devenir une gêne inutile pour ceux qui y sont assujettis.

*
* * *

La Section centrale qui a examiné le Budget pour l'exercice 1908 s'était demandé si la distillation clandestine de l'alcool ne fait pas d'inquiétants progrès et si, en conséquence, des mesures nouvelles de contrôle ne sont pas indispensables.

La Section centrale actuelle s'est posé la même question. Pour le même motif, savoir celui-ci : il ne faut pas que la diminution de la consommation de l'alcool, à laquelle tout le pays applaudit et qui ne s'est vraiment manifestée qu'à dater du moment où la loi de 1896 augmentant les droits d'accise sur l'alcool a, en fait, sorti ses effets, ne soit qu'une illusion, — et elle pourrait n'être que cela, si, à côté de la consommation humaine connue et statistiquée de l'alcool, une autre prenait place, celle de l'alcool produit clandestinement! Certes, la surveillance du fisc sur la production de l'alcool dans l'usine est étroite. Mais, la sortie de l'usine est-elle suffisamment contrôlée? Le transport de l'alcool ne devrait-il pas, d'autre part, être couvert par des documents, comme on en exige pour des marchandises dont on a bien moins de raisons de se préoccuper? Sans vouloir se prononcer nettement pour l'affirmative, la Section centrale croit cependant devoir signaler à M. le Ministre le grand intérêt que l'examen approfondi de ces questions présente incontestablement.

*
* * *

La question de la dénaturation des alcools destinés au chauffage et à l'éclairage présentant, elle aussi, un très réel intérêt, la Section centrale a cru de son devoir de s'enquérir auprès de M. le Ministre des Finances du sentiment actuel de son administration au sujet de cette dénaturation.

Elle a, en conséquence, posé à M. le Ministre la question suivante :

« Où en est l'étude de la question de la dénaturation de l'alcool et quels progrès a-t-elle faits depuis la réponse de M. le Ministre à semblable question posée par la Section centrale chargée de l'examen de son Budget pour 1908 ? »

M. le Ministre a fait à cette question la réponse suivante :

« Le prix du pétrole restant de beaucoup inférieur, en Belgique, au prix de l'alcool diminué du montant de l'accise, le Département des Finances reste d'avis qu'aucun intérêt économique ne conseille d'accorder la décharge de l'accise, moyennant dénaturation, en vue de l'usage de l'alcool pour l'éclairage ou comme force motrice.

« Certains industriels, qui avaient obtenu cette faculté en 1902 pour actionner des moteurs fixes au moyen de l'alcool, ont cessé d'en faire usage.

« La dénaturation des alcools destinés aux usages industriels en vue desquels la décharge de l'accise est actuellement accordée a pris une très grande extension : la quantité dénaturée s'est élevée de 20,047 hectolitres (à 50°) en 1900 à 239,000 hectolitres en 1909, soit 3^{lit}27 par habitant.

« En France, la quantité d'alcool soumise au droit de dénaturation en 1908 répond à 3^{lit}20 (à 50°) par habitant; en Allemagne, elle est de 5 litres. En Suisse et en Hollande, où existe également la dénaturation absolue, on a consommé respectivement 3^{lit}87 et 4^{lit}57 d'alcool dénaturé, par habitant, en 1908.

« Quoi qu'il en soit, l'Administration des Finances continue à fixer son attention sur les études poursuivies à l'étranger en ce qui concerne la dénaturation des alcools. Elle n'a pas manqué, notamment, de s'enquérir du résultat des travaux de la Commission instituée par le Gouvernement français en vue de rechercher les moyens d'étendre les emplois industriels et domestiques de l'alcool. D'après les renseignements obtenus, cette Commission n'a pas encore publié le compte rendu de ses travaux. »

La Section centrale s'est bornée à prendre acte de cette réponse.

*
* *

Relativement aux agents du service des accises, dont le principal desideratum actuel paraît être, du moins dans certains ressorts étendus, de pouvoir prendre place gratuitement en chemins de fer pour effectuer leurs tournées de service et qui sont au surplus visés à deux places dans la *Note préliminaire* dont M. le Ministre des Finances a fait précéder le projet de Budget proprement dit, la Section centrale a posé deux questions. Le texte de ces questions suit, avec celui de la réponse faite à propos de chacune d'elles:

1^{re} question.

« Quels sont exactement les changements apportés, depuis l'examen du

dernier Budget des Finances et même depuis l'examen du précédent, dans l'organisation du service des accises ? »

Réponse.

« Les changements apportés dans l'organisation du service des accises, depuis le vote du dernier Budget, font l'objet des dispositions de l'arrêté royal du 27 janvier 1909.

» La suppression de l'emploi de sous-contrôleur a permis d'améliorer assez notablement la position des commis des accises et immédiatement de ceux de 1^{re} classe.

» D'autre part, on peut dire que la tâche de ces agents en général est mieux répartie depuis le remaniement des circonscriptions de contrôle et des sections des accises, qui a été aussi l'une des conséquences de la suppression de l'emploi de sous-contrôleur. »

2^e question.

« M. le Ministre croit-il que le libre parcours des accisiens sur les lignes de chemins de fer, dans leur ressort exclusivement, serait justifié, étant donnée l'organisation actuelle de leur service ? Du moins pour certaines catégories d'entre eux ? »

Réponse.

« Indépendamment de leur service principal qui consiste à surveiller les travaux de fabrication dans les usines, les commis des accises sont chargés, dans les communes composant leur ressort respectif, de surveillances en diverses matières d'ordre fiscal ; en matière de contribution foncière et personnelle, de droit de patente, de droit de licence, etc.

» Il va de soi que, pour la bonne exécution de ces surveillances et spécialement des dernières, il est indispensable que les commis des accises se rendent le plus souvent possible dans toutes les communes de leur circonscription ; d'autre part, les visites dans les usines, pour être efficaces et produire tous leurs effets utiles, doivent se faire à l'improviste aux heures les plus variées, ce qui se concilie mal avec la régularité des trains de chemins de fer. Pour ces raisons, l'intérêt du Trésor exige impérieusement que le mode actuel des surveillances soit maintenu.

» Il est d'ailleurs à observer que, dans des cas exceptionnels, les commis des accises de certaines circonscriptions étendues reçoivent une indemnité de déplacement ou sont admis à solliciter le remboursement de leurs frais de transport à des destinations déterminées. »

Il reste à voir si l'étendue de certains ressorts et l'âge de certains agents qu'on y rencontre ne font pas obstacle à ce que le système qui a les préférences de M. le Ministre soit maintenu, dans toute sa rigueur, partout et pour tous les agents dont il s'agit. N'exige-t-il pas des marches d'une durée ou d'une longueur manifestement excessives ? La Section centrale prie M. le Ministre de bien vouloir examiner, avec sa bienveillance habituelle, les réclamations qui ont dû lui parvenir à ce propos, comme à certains membres de la Section centrale.

*
* *

La Section centrale a cru utile d'ajouter au présent rapport : 1° le relevé des mesures prises en matière de douane dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, depuis le mois de juin 1884, et 2° le relevé des mesures prises depuis 1894 par le Gouvernement et qui ont eu pour résultat d'encourager ou de favoriser celles de nos industries dont les produits sont soumis à l'accise.

On trouvera ces deux relevés, avec un troisième concernant les mesures prises en ce qui regarde le régime du fonds communal, aux annexes.

*
* *

Connexe à la question des douanes est celle des statistiques du commerce international, dont la perspective d'une guerre économique avec la France fait, mieux que jamais, saisir la grande importance.

Ci-dessous la question et la réponse concernant ces statistiques :

Question.

« Ayant constaté, lui aussi, certaines discordances profondes existant entre les statistiques du commerce international dressées en Belgique et celles corrélatives dressées à l'étranger, discordances de nature à fausser l'interprétation des faits, le Gouvernement avait fait préconiser, au Congrès d'expansion économique mondiale qui s'est tenu à Mons il y a quelques années, la réunion d'une Commission composée des chefs de la statistique commerciale des principaux pays, qui auraient pour mission bien définie de rechercher les moyens propres à éliminer les causes des discordances constatées.

- » Qu'a-t-il été fait dans ce sens?
- » Ou bien le Gouvernement a-t-il renoncé à ce projet?
- » Pourquoi, dans l'affirmative?

Réponse.

» La Conférence dont il s'agit se réunira dans le courant de la présente année.

» Tous les Gouvernements étrangers qui publient une statistique de leur commerce extérieur seront invités incessamment, par les soins du Département des Affaires Étrangères, à s'y faire représenter officiellement. Les principaux pays ont déjà été pressentis depuis quelque temps, et leur adhésion est acquise dès maintenant. »

*
* *

Plus d'une fois lorsqu'il fut question, à la Chambre, des agents du fisc, des membres se plaignirent, non sans raison, de la façon insolite dont il leur arrive de constater les infractions ou les prétendues infractions à la loi,

de la façon dont ils rédigent ensuite leurs procès-verbaux et ce dans un esprit manifeste de prévention poussé souvent bien au delà des justes limites — le tout s'expliquant par l'intérêt personnel qu'il leur arrive d'avoir, à raison du système dit des *primes*, à la réussite de poursuites entamées sur leur initiative. La Section centrale serait heureuse de pouvoir constater, au cours de la discussion publique du Budget pour 1910, que le Département des Finances a tenu compte des observations qui lui ont été faites antérieurement à ces divers points de vue. Elle en serait d'autant plus heureuse qu'elle ne peut d'ailleurs, en général, que féliciter les agents du fisc de leur zèle à servir les intérêts de l'État ou mieux du Trésor public.

*
* *

Il n'est pas possible de parler des contraventions aux lois fiscales sans songer, tout naturellement, et aux pénalités dont sont frappés ceux qui sont regardés comme les ayant enfreintes et au droit de les en préserver, par transaction, qui appartient à M. le Ministre des Finances.

Les pénalités sont redoutables et, justement, redoutées! En matière fiscale, point de bénéfice des circonstances atténuantes possible! Point de condamnation conditionnelle non plus! Point de liberté d'appréciation même, d'ordinaire, pour les juges en ce qui regarde l'adaptation de la peine à la gravité de l'infraction : la loi ne l'autorisant pas à appliquer une peine minima au lieu d'une peine maxima, ou une peine intermédiaire entre un maximum et un minimum. Cette rigueur ne se justifie cependant pas toujours, loin de là. Aussi la Section centrale estime-t-elle qu'un tempérament devrait y être apporté. Il n'appartient, du reste, qu'au législateur de le faire, l'administration et les tribunaux étant désarmés à cet égard et ne pouvant qu'appliquer la loi. Mais il va de soi que c'est cependant plutôt au Gouvernement qu'aux membres de la Législature qu'il appartient de prendre, à cet effet, telles initiatives que de besoin.

La Section centrale estime, d'autre part, que les Chambres feraient également bon accueil aux initiatives que le Gouvernement prendrait pour arriver à une retouche des dispositions législatives actuelles relatives au droit de transiger qui compète à M. le Ministre des Finances.

Le droit de grâce, en matière fiscale, ne s'exerce guère, sauf pour réparer les erreurs d'appréciation auxquelles des excès de zèle et même d'éventuelles malhonnêtetés de certains agents du fisc peuvent avoir conduit — cas heureusement bien rare!

Mais, M. le Ministre des Finances dispose, pour atténuer dans une large mesure la rigueur des pénalités en matière fiscale, d'un autre moyen : c'est le droit de transaction, et de celui-ci il use, ainsi que le faisaient déjà ses honorables prédécesseurs, avec une très grande bienveillance, sauf — la Section centrale n'appréciera pas ici si c'est à tort ou à raison — en matière de distillerie clandestine ou d'importation frauduleuse.

Il en use même parfois plus largement que la jurisprudence des tribunaux et cours de justice ne semble l'y autoriser : car il ne peut manquer d'y avoir parfois conflit entre le pouvoir judiciaire chargé d'appliquer strictement la loi, dont le texte ne laisse pas toujours apparaître l'esprit comme il conviendrait, et le Ministre des Finances sentant, par la pratique journalière des affaires, combien en toute matière du domaine fiscal il peut y avoir de motifs graves pour ne pas se refuser à un arrangement, à une transaction honorable.

Or, le texte même des dispositions législatives d'où résulte son droit de transiger, texte plutôt archaïque, est conçu de telle manière que l'accord ne doit pas toujours se faire facilement entre le Ministre des Finances, auquel l'inhumanité répugne forcément, surtout quand il se trouve devant certaines situations particulièrement intéressantes où seraient manifestement excessive l'application pure et simple des peines (même du minimum des peines) comminées par les lois fiscales, et le pouvoir judiciaire, moins au courant des considérations qui peuvent émouvoir le Ministre des Finances, considérations auxquelles la nature même de sa mission lui commande d'ailleurs de rester étranger.

Ces dispositions législatives, qui se lisent dans la loi générale du 26 août 1822 ont, en effet, la teneur que voici :

« ART. 229. — Il pourra être transigé par l'Administration ou d'après son autorisation, en ce qui concerne l'amende, la confiscation, la fermeture des fabriques, usines ou ateliers, sur toutes contraventions à la présente loi et aux lois spéciales sur la perception des accises, toutes et autant de fois que l'affaire sera accompagnée de circonstances atténuantes, et qu'on pourra raisonnablement supposer que la contravention doit être attribuée plutôt à la négligence ou erreur qu'à l'intention de fraude préméditée.

» ART. 230. — Toute transaction est interdite, si la contravention doit être considérée comme pouvant être suffisamment prouvée en justice et si l'on ne peut douter de l'intention de fraude préméditée. »

Il y aurait lieu, évidemment, de remanier ces dispositions, de les approprier mieux aux exigences des situations devant lesquelles le Ministre des Finances peut se trouver. Son droit de transiger devrait être absolu, sans qu'aucune contestation puisse s'élever à cet égard.

*
* *

Les modifications à apporter à la teneur des lois fiscales actuelles, même au simple point de vue pénal, sont loin d'être uniquement celles auxquelles il vient d'être fait allusion.

Un seul exemple, déjà cité, suffit à le démontrer : malgré les principes généraux du droit, rendant chacun responsable pénalement de ses seuls agissements personnels, on voit des citoyens — tels les maris — pour-

suivis devant les juridictions répressives et condamnés du chef de contraventions — notamment du chef de refus d'exercice — commises par leur femme, à leur insu et même en leur absence! De pareilles dérogations aux règles les plus élémentaires du droit pénal ne résisteraient probablement pas à une discussion publique au sein du Parlement.

Il est quantité d'autres anomalies, pour ne pas dire plus, qu'il faudrait pouvoir faire disparaître. Seulement, il serait trop long de les énumérer ici.

*
* *

Au surplus, il serait malaisé, ou tout au moins relativement imprudent, de réaliser la plupart d'entre elles sans qu'une première mesure préalable ait été prise, savoir la codification des lois fiscales, dont commence à se préoccuper, presque chaque année, la Section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances.

Il importe, d'ailleurs, d'ajouter qu'il ne suffira pas de codifier les lois existantes et de les remanier dans la mesure où on l'estimera utile. Il faudra aussi empêcher la situation dont on se plaint aujourd'hui de renaître et organiser, en conséquence, convenablement la publicité, la classification et la codification ultérieures des dispositions législatives, arrêtés royaux, circulaires ou instructions ministérielles, décisions administratives ou judiciaires à venir et qui ne tarderaient pas, si l'on n'y prend garde, à encombrer encore le domaine fiscal et à embarrasser les citoyens.

En matière de contributions directes, la dernière codification administrative remonte à 1874. On avouera que c'est un peu haut! Surtout que, depuis lors, un grand nombre de dispositions d'ordre fiscal ont été adoptées par le Parlement, les unes séparément, les autres en même temps que des dispositions d'un ordre différent, notamment celles qui sont maintenant insérées chaque année dans le Budget des Voies et Moyens. Les intéressés finissent par ne plus s'y retrouver et, partant, par ne plus pouvoir connaître convenablement celles de ces dispositions qui les concernent!

Il faut espérer, en conséquence, que la codification désirée et réclamée si souvent déjà ne se fera plus trop longtemps attendre.

*
* *

L'examen du chapitre III du Budget (Administration des contributions directes, douanes et accises dans les provinces) a amené la Section centrale à constater qu'il n'a pas été donné de suite au vœu formulé à diverses reprises de voir le contribuable nanti désormais, pour couper court à toute confusion, de trois feuilles de contributions : l'une visant les contributions perçues au profit de l'État, une seconde celles perçues au profit de la province, et la troisième celles perçues au profit de la commune.

Par contre, la Section centrale a constaté qu'il a été apporté, dans la confection des avertissements-extraits des rôles des contributions directes, des changements de forme qui ont probablement en pour effet de faire mettre

hors d'emploi un stock plus ou moins considérable d'anciens avertissements-extraits.

Ces changements sont-ils heureux ?

D'aucuns prétendent que non. Ils raisonnent comme suit :

« Dans l'ancien avertissement, la contribution foncière due à l'État était
» inscrite dans la première colonne (d'abord ce qui lui était dû en principal,
» puis le principal et les additionnels perçus à son profit), les additionnels
» perçus au profit de la province et de la commune figuraient dans la
» colonne suivante, et le total était renseigné dans une troisième.

» La même disposition était suivie pour la contribution personnelle et le
» droit de patente.

» Dans l'avertissement nouveau, le total à payer est renseigné dans la
» première colonne, puis la part globale de l'État est renseignée dans la
» seconde et les additionnels perçus pour la province et la commune dans
» la dernière.

» Cette disposition n'est pas plus claire que l'ancienne. Mais, le contri-
» buable ne pourra plus complètement vérifier si ses contributions sont
» bien calculées. En effet, dans l'avertissement ancien, on indiquait la
» contribution due à l'État en principal d'abord, puis, implicitement, les
» additionnels dus à l'État, de 35 % sur la valeur locative et de 15 % sur
» les autres bases (ce qui rendait le contrôle facile). Actuellement, on
» indique globalement la part de l'État, — principal et additionnels con-
» fondus, — ce qui rend le contrôle du contribuable presque impossible.

» Bref, le changement n'est pas heureux, et il a été plutôt mal accueilli
» par un certain nombre de receveurs.

» Il en est de même des changements apportés au rôle de la contri-
» bution. »

La Section centrale se plaît à espérer que M. le Ministre des Finances voudra bien donner sur tout cela des explications à la Chambre au cours de la discussion publique du Budget.

*
* *

Une question, qui intéresse le public, est celle des installations des receveurs des contributions. Souvent les contribuables s'en plaignent. Et, quand on les voit stationner, parfois un temps considérable, de pied droit, dans une petite pièce, dans un couloir, voire même parfois sur la rue, en attendant que leur tour de passer au guichet arrive, on ne peut leur donner tort.

La défectuosité de ces installations, surtout dans certaines localités importantes, tient à la cherté du loyer. Comme ce sont les receveurs eux-mêmes qui doivent en supporter la charge, ils réduisent celle-ci le plus possible, se préoccupant médiocrement du point de savoir si le public appelé à passer chez eux en souffrira dans ses aises. A la vérité, il est des cas où ils reçoivent une « indemnité de logement » — qui peut aller jusqu'au tiers du montant du loyer : c'est quand celui-ci est forcément trop coûteux.

Cette intervention de l'État n'a pas suffi jusqu'ici pour ôter aux contribuables tout motif de plainte. C'est pourquoi le présent rapport attire la bienveillante attention de M. le Ministre des Finances sur cet état de choses. Les receveurs des contributions, dit-on parfois, sont dans une situation comparable à celle des percepteurs des postes; à ceux-ci l'État fournit les installations, tout en leur faisant payer le loyer de la partie de celles-ci qui est manifestement pour eux-mêmes, pour leur usage privé et personnel. On conclut généralement : « Pourquoi l'État, représenté par le Département des finances, n'agirait-il pas, en ce qui concerne ses receveurs des contributions, comme il le fait, représenté par le Département des chemins de fer, postes et télégraphes, pour ses percepteurs des postes? » Sans vouloir préconiser précisément d'une manière ferme cette solution, la Section centrale tient à la signaler à M. le Ministre des Finances et à son administration comme une de celles à étudier — au moins pour certains cas, particulièrement intéressants.

Il est vrai qu'une très sérieuse objection peut être faite à cette solution, à savoir que, si c'était l'État qui logerait ses receveurs, il commencerait peut-être par louer les immeubles nécessaires à cette fin, mais il ne tarderait pas à les construire, et que les immeubles loués, et surtout ceux construits, aux frais des contribuables, seraient bientôt beaucoup plus luxueux que de raison. L'exemple du département des chemins de fer, sous ce rapport, est suggestif. C'est pourquoi l'on comprendra que M. le Ministre des finances mette peu d'empressement à entrer dans la voie ci-dessus indiquée.

Quoi qu'il en soit, les plaintes du public doivent être entendues et, nul doute, elles le seront!

*
* *

Le chapitre IV du Budget concerne l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à laquelle ressortit le service des hypothèques. Au sujet de ce dernier, la Section centrale a cru devoir poser à M. le Ministre la question dont la teneur suit :

Question.

« Où en est la question de la division des grandes conservations d'hypothèques, plus particulièrement de celle de Bruxelles? »

Réponse.

« Un projet de loi portant division de la conservation des hypothèques de Bruxelles pourra être déposé incessamment.

» Le Gouvernement, ainsi qu'il a eu l'occasion de le déclarer antérieurement (voyez au *Document parlementaire* n° 160, Chambre des représentants, session 1907-1908, réponse à la première question), estime qu'il y a lieu d'attendre les résultats de l'expérience qui sera faite à Bruxelles, avant de songer à diviser d'autres conservations. »

Il importe de rappeler ici que, depuis 1904, la Chambre est saisie d'une proposition de loi, émanant de l'initiative de MM. Hoyois et consorts, portant division de diverses grandes conservations d'hypothèques du pays, proposition de loi qui a été adoptée par la Commission spéciale constituée pour l'examiner et qui a fait l'objet d'un rapport favorable déposé sur le Bureau de la Chambre le 10 avril 1908. La discussion de cette proposition de loi pourrait utilement se poursuivre en même temps que celle du Budget des Finances, auquel elle se rattache étroitement. En tout cas, il est à désirer que le projet de loi annoncé par M. le Ministre et concernant la division de la conservation des hypothèques de Bruxelles soit déposé en temps utile pour pouvoir être examiné par la Chambre en même temps que le Budget des Finances.

D'autre part, MM. Hoyois et consorts ont également, le 5 mai 1900, saisi la Chambre d'une proposition de loi apportant des modifications à notre régime hypothécaire lui-même, en vue plus spécialement d'y apporter, d'un côté, des simplifications notables, d'un autre, un accroissement de sécurité hautement désirable pour le public.

Déjà, en 1904, le rapport de la Section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances visait en ces termes cette proposition de loi :

- « Notre régime à nous, c'est le règne de la confusion et de l'incertitude.
- » Les transmissions par décès, les partages sans soulte, les contrats de mariage et une foule d'autres actes échappent à la transcription hypothécaire.
- » Le mode de spécialité établi par la loi du 16 décembre 1854, et consistant à n'exiger la désignation des biens dans les actes que par leur nature et leur situation, ajoute à ces lacunes des obscurités souvent impénétrables.
- » Il s'ensuit que la recherche des titres de propriété et la formation des états de charges sont d'ordinaire hérissées de difficultés insurmontables.
- » Aussi est-il rare qu'on obtienne à l'aide des seuls documents hypothécaires des renseignements complets.
- » Si l'on veut connaître la situation hypothécaire des biens d'un citoyen, il ne suffit pas de désigner le nom de ce dernier. Il faut y joindre les noms des précédents propriétaires pendant les trente dernières années, voire même jusqu'au 1^{er} janvier 1852, à cause des inscriptions légales qui pourraient encore subsister. Et, même à ce prix, il n'est pas certain que le certificat sera complet, car il existe une foule de causes d'éviction qui peuvent entraîner la résolution des contrats et dont les documents hypothécaires ne renferment aucune trace. Ils n'apprennent au tiers ni les éventualités résolutoires, ni l'incapacité des parties, ni l'indisponibilité des biens, etc.
- » Et ce qui augmente encore les difficultés et alourdit triplement la tâche, c'est que les recherches se font dans des tables et des répertoires sécu-

» laires, renfermant des milliers de noms, même des centaines de mille,
 » appartenant à des générations disparues. Ceux de la génération présente
 » se mêlent et se confondent avec ceux des ancêtres dans un désordre
 » indescriptible où rien ne permet de distinguer les morts des vivants. »

On lit enfin dans ce même rapport :

« L'attention de la Section centrale s'est trouvée spécialement attirée sur la législation hypothécaire néerlandaise et sur les avantages d'un régime où le service du cadastre est rattaché étroitement à l'organisation de l'hypothèque. Dans cet ordre d'idées, elle a soumis au Gouvernement la question suivante :

Question.

« Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y aurait lieu de procéder à une révision du cadastre en ce sens qu'une manière d'état civil serait donnée à chaque parcelle? Tout intéressé pourrait ainsi immédiatement se renseigner au sujet des hypothèques qui grèveraient un fonds.

» La Section centrale fait remarquer que déjà en Hollande semblable régime existe. (Voir le projet de loi déposé par M. Hoyois.)

» Quelle est l'opinion du Gouvernement au sujet de cette réforme? »

Réponse.

« Le Gouvernement n'est pas en mesure de répondre à cette question, qui demande une étude approfondie de la part du Département des Finances et des Travaux Publics ainsi que du Département de la Justice.

• Dans les Pays-Bas, en effet, l'organisation du cadastre est intimement liée à celle du régime hypothécaire. »

Et le rapport sur le Budget de 1901, après avoir enregistré cette réponse du Gouvernement, continue :

« La réponse du Gouvernement a paru à plusieurs membres de la Section centrale une fin de non-recevoir.

» Le moment cependant semble venu de refondre notre régime hypothécaire, à la fois défectueux et suranné.

» Un projet de loi dû à l'initiative de l'honorable M. Hoyois, et déposé par lui en séance du 3 mai 1900, ouvre la voie à cette réforme nécessaire. Ce projet, s'inspirant principalement des lois hypothécaires italienne, allemande et néerlandaise, tend à introduire, en matière d'hypothèques, un mode et des règles de publicité meilleurs, et en même temps à mieux assurer qu'elles ne le sont actuellement l'identification des parties et celles des biens transmis ou grevés.

» La Section centrale exprime le désir que le Gouvernement s'occupe activement de l'étude de cette question, dont l'importance ne saurait lui

avoir échappé, et qu'il soumette le plus tôt possible à la Chambre un projet de loi complet sur la matière. »

La Section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances pour l'exercice 1908 déclara faire sien le vœu de sa devancière. Elle crut cependant devoir ajouter que, « si le projet de réforme hypothécaire soulève » des questions plus ou moins délicates sur lesquelles des vues divergentes » peuvent exister, il est des innovations simples à réaliser sur lesquelles il » y aurait accord unanime et dont la prompte réalisation apparaît comme » d'autant plus désirable que les conservations d'hypothèques s'encombrent » toujours davantage, que les recherches y deviennent de jour en jour » plus difficiles pour les conservateurs, plus périlleuses pour eux et pour le » public. Parmi ces innovations figurent, en premier lieu, la meilleure » spécialisation des biens et des parties, la fixation d'un laps de temps — » de 30 ans, par exemple — sur lequel devraient uniquement porter les » états des charges, des simplifications d'écritures et d'autres mesures du » même genre, ne touchant en rien aux principes sur lesquels repose notre » régime hypothécaire actuel ».

Cependant depuis lors, rien, à la connaissance de la Section centrale, n'a été fait dans le sens préindiqué. La situation est restée telle qu'elle était.

En sera-t-il ainsi longtemps encore? Non, probablement. D'autant plus que la Section centrale a appris que la Commission spéciale, instituée à la suite du dépôt de la proposition de loi de MM. Hoyois et consorts, a arrêté les termes d'un avant-projet en ce moment soumis à l'examen de M. le Ministre des Finances.

Cet avant-projet, qui n'est pas touffu, paraît-il, pourrait être soumis à bref délai à l'examen du Parlement, car il n'est pas de nature à y soulever de longues discussions, malgré l'importance pratique qu'il présente.

*
* *

Il ne faut pas confondre la Commission dont il vient d'être parlé avec celle visée à l'article 34 du Budget et pour laquelle, depuis plusieurs exercices, il est demandé annuellement un crédit de 8,000 francs. Cette seconde Commission extra-parlementaire a pour objet l'étude de la refonte des lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque et de succession. Son travail semble devoir se prolonger durant plusieurs années encore. La Section centrale s'était demandé si celui-ci ne pourrait être divisé de telle manière que, au fur et à mesure que l'une des quatre matières dont elle a la charge de poursuivre l'étude aurait fait, de sa part, l'objet de propositions, celles-ci pussent, séparément, faire l'objet d'un projet de loi à soumettre, sans plus attendre, à l'examen des Chambres. Des renseignements recueillis par le rapporteur de la Section centrale il résulte

que la Commission dont il s'agit estime que son travail ne peut, normalement, faire l'objet que de propositions d'ensemble; malgré la diversité des matières fiscales dont elle a à aborder l'examen, celles-ci sont dominées par des règles générales qui doivent être communes, à peine d'introduire, parfois, et de maintenir, d'autres fois, dans ces matières des discordances et un manque d'harmonie sans justification possible! D'autre part, il va de soi que la refonte dont il s'agit pourrait affecter les recettes du Trésor public et porter préjudice à celui-ci, si la diminution éventuelle de droits en certaines matières n'amenait pas des compensations corrélatives en ce qui concerne d'autres matières.

Quoi qu'il en soit à ces divers points de vue, on doit désirer que le travail de la Commission dont il s'agit soit mené avec le maximum de célérité possible, étant donné notamment que, dans une certaine mesure, la question de la réduction des frais de justice en dépend.

*
* *

C'est ici le lieu de signaler que le personnel du cadastre a fait tenir à la Section centrale un exemplaire de la requête qu'il a adressée directement déjà à M. le Ministre des Finances pour obtenir une nouvelle amélioration de sort. Cette requête porte que « le projet de budget pour 1910 » accuse une augmentation de crédit de 47,000 francs sur celui de 1909 » — cette somme devant servir à régulariser la situation créée à 23 géo- » mètres nommés au-dessus du cadre fixé en 1904 ». Elle constate aussi que « le budget, tel que le personnel dont il s'agit propose de l'amender, comporterait une majoration de 74,100 francs » sur celui proposé par M. le Ministre des Finances.

*
* *

Le Service du timbre ressortit aussi à l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Il a fait parler de lui récemment. Devant la juridiction répressive ont comparu certains de ses agents de Bruxelles.

Sachant que, nonobstant la décision judiciaire intervenue, des déficiences ont été constatées dans l'organisation de ce service et sachant aussi que, jusques avant les poursuites auxquelles il vient d'être fait allusion, le Trésor pouvait, dans des proportions souvent importantes, être frustré à raison de ces vices d'organisation, la Section centrale a cru nécessaire de poser à M. le Ministre la question suivante :

Question.

« Quelles ont été les déficiences constatées dans l'organisation du Service du timbre, à l'occasion de certaine affaire qui a eu son épilogue

devant la juridiction répressive de l'arrondissement de Bruxelles, et quelles mesures ont été prises pour y remédier?

Réponse.

« L'article 79 du Code du timbre du 25 mars 1891 accorde aux intéressés qui possèdent des papiers timbrés à l'extraordinaire et demeurés sans emploi la faculté de « faire imputer les droits perçus sur de nouveaux papiers » présentés au timbrage directement au bureau du chef-lieu de province. »

» La pratique établie au bureau de Bruxelles avait donné à ce texte une extension bienveillante, mais illégale, allant jusqu'à autoriser le remboursement en espèces des droits perçus à raison des papiers demeurés sans emploi. D'autre part, ces papiers n'étaient pas conservés, et les archives du bureau ne gardaient aucune trace de l'opération sur laquelle aucun contrôle n'était donc possible.

» De là des abus révélés par l'instruction de l'affaire à laquelle il est fait allusion.

» Une instruction ministérielle du 14 décembre 1908 a prescrit le retour à l'application stricte de l'article 79 et a pris des mesures pour que tout fait d'imputation soit constaté dans les écritures du bureau et soit soumis au contrôle ordinaire. »

La Section centrale espère que l'instruction ministérielle du 14 décembre 1908 produira tous les effets que M. le Ministre en attend. Elle se permet, en tout cas, d'attirer son attention sur la nécessité de veiller *dans tout le pays* à ce qu'elle soit et demeure rigoureusement respectée.

*
* *

La Banque Nationale ayant avec l'État, représenté en l'occurrence par M. le Ministre des Finances, des rapports qui permettent à ce dernier tout au moins de lui suggérer l'idée de progrès à réaliser en ce qui concerne l'organisation du crédit, la Section centrale a cru indispensable dans l'intérêt de la petite bourgeoisie, dont le sort fixe maintenant de plus en plus et à juste titre l'attention du législateur, de reprendre avec M. le Ministre des Finances un échange de vues que la Section centrale précédente avait eu avec lui. D'où la question et la réponse suivantes :

Question.

« L'année dernière M. le Ministre des Finances répondait à la Section centrale chargée de l'examen de son Budget :

« Une Administration a été créée récemment au Département de l'Industrie » et du Travail, sous le nom d'Office des métiers et négoçes, avec mission » d'étudier notamment les institutions de crédit à l'usage des artisans, petits

» patrons et détaillants (arrêté royal du 25 mars 1908, art. 5 et 6). Si ces
 » études aboutissaient à un projet d'organisation du petit crédit, le Départe-
 » ment des Finances ferait un effort pour venir en aide à la situation
 » plutôt inférieure où se trouve actuellement le petit crédit en Belgique. »

» Où en sont les études auxquelles il était fait allusion dans la réponse
 ci-dessus reproduite et quand, en conséquence, le Département des Finances
 fera-t-il l'effort nécessaire pour remédier à la situation plutôt fâcheuse dans
 laquelle se trouve le petit crédit en Belgique? »

Réponse.

« Le Département de l'Industrie et du Travail a présenté au Conseil
 supérieur des métiers et négoce un premier projet de statuts d'association de
 crédit professionnel basée sur l'idée de la responsabilité solidaire et illimitée,
 et un autre avant-projet de statuts sera présenté au Conseil pour une
 association de crédit basée sur le principe de la responsabilité limitée. Les
 études entamées se poursuivront régulièrement.

» En ce moment, je ne puis donc que me référer à la réponse que j'ai
 faite à la Section centrale l'année dernière.

» Il importe cependant de signaler, au point de vue du petit crédit, la
 mesure prise récemment par la Banque Nationale abaissant à 2,000 francs le
 minimum des avances en compte courant sur nantissement de fonds publics
 garantis par l'État.

» Il en résulte que, sur dépôt d'un capital nominal de rente belge de
 2,700 francs produisant intérêts au profit du déposant, celui-ci peut y obtenir
 des avances à un taux qui souvent n'excède pas 5 %.

» Le dépôt peut se faire soit à Bruxelles, soit à la succursale d'Anvers,
 soit à n'importe quelle agence en province.

» Le minimum des prélèvements par chèques et celui des versements
 ont été abaissés à 100 francs.

» Parmi les différents avantages assurés aux titulaires d'un compte
 courant, il y a celui de pouvoir se faire créditer de tous versements faits à
 leur profit dans n'importe quel bureau de poste.

» L'ensemble de ces dispositions réalise au profit des classes moyennes
 un notable progrès dans l'organisation du crédit. »

La Section centrale souhaite vivement que, sur ce terrain du crédit,
 d'autres et de très notables progrès soient réalisés et à bref délai. La situation
 actuelle n'est pas suffisamment satisfaisante — au regard de la petite
 bourgeoisie — pour pouvoir perdurer plus longtemps.

*
 * *

L'examen de deux points d'ordres divers et se rattachant plutôt au Budget des
 Voies et Moyens qu'à celui des Finances a également été abordé par la Section

centrale. Celle-ci a même posé à leur sujet des questions à M. le Ministre des Finances, qui y a répondu très obligeamment. Comme ces questions et ces réponses paraissent plutôt étrangères au Budget des Finances, leur texte seul est reproduit ci-dessous, sans commentaires. Le voici :

1^{re} question.

« Le Gouvernement aurait-il l'obligance de faire connaître à la Section centrale les conditions auxquelles est subordonnée, en pays étrangers, l'émission d'emprunts d'autres pays ? »

« Ne croit-il pas qu'il y aurait utilité à prendre certaines mesures pour protéger l'épargne nationale et les valeurs belges contre l'abus des émissions de titres de villes, provinces ou pays étrangers ? »

Réponse.

« En Belgique, la caractéristique du régime en vigueur est que les fonds d'États étrangers émis ou circulant dans le pays jouissent d'une immunité fiscale à peu près complète. D'une part, en effet, le droit de timbre établi par les articles 12 et 14 du Code du timbre n'est exigible que lorsque les titres en question sont présentés volontairement au timbrage ou lorsqu'il en est fait usage en Belgique (même code, art. 15); d'autre part, il est admis que ni l'émission dans notre pays, ni la négociation à la Bourse ne constituent cet usage (voy. déclaration de M. Beernaert, Ministre des Finances, lors de la discussion au Sénat de l'art. 15 précité, *Ann. parl.*, session 1890-1891, p. 109).

« Les renseignements obtenus jusqu'à présent permettent de donner les indications suivantes au sujet du régime fiscal établi en la même matière dans quelques pays :

» *En France*, la négociation ou l'exposition en vente de titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers ne peut avoir lieu sans paiement préalable d'un droit de timbre de 2 % sur la valeur nominale (loi du 28 décembre 1895, art. 5). — De plus, toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, des dites valeurs donne lieu à la perception, sur le bordereau de l'opération, d'un droit de 5 centimes par 1,000 francs du montant de celle-ci calculé d'après le taux de la négociation (loi du 28 avril 1893, art. 28).

» *En Allemagne*, sont soumis à un droit de 4 % sur la valeur nominale les titres de rente et les obligations d'États étrangers lorsqu'ils sont transmis, vendus ou engagés à l'intérieur du territoire fédéral, lorsqu'ils font l'objet de tout autre acte entre vifs ou donnent lieu à des paiements (loi du 15 juillet 1909, art. 1^{er}).

» *En Italie*, les titres d'emprunts étrangers sont soumis, en vertu de la loi du 25 juillet 1909, à un droit de timbre de 1 ou de 2 % de leur valeur nominale, selon qu'ils sont émis par des États ou bien par des com-

munes, des provinces ou des sociétés. Ils ne peuvent former l'objet d'une opération quelconque ni dans les bourses de commerce, ni près des chambres de compensation, banques et instituts, que le droit n'ait été préalablement acquitté.

» En *Angleterre*, les Bonds, en général, sont actuellement soumis à un droit de timbre de 1/2 %, porté à 1 % dans le budget qui n'a pas été voté par la Chambre des Lords.

Au *Portugal*, les fonds publics étrangers ne peuvent être cotés que moyennant le paiement préalable d'un impôt de 1/2 % sur la valeur nominale.

» Le Gouvernement a mis à l'étude un projet de taxation des émissions de titres étrangers qui se font en Belgique. »

2^e question.

« Le Gouvernement compte-t-il apporter prochainement, dans l'intérêt du petit commerce, au régime actuel des patentes, d'autres réformes que celles qui ont fait l'objet de ses propositions jointes au dernier projet de Budget des Voies et Moyens? En quoi exactement consisteront-elles? »

Réponse de M. le Ministre des Finances :

« Dans un discours prononcé à la Chambre le 16 décembre 1908, j'annonçais la résolution de remédier successivement aux points faibles de notre législation sur le droit de patente et je mentionnais en particulier la révision des maximums d'imposition. Ayant approfondi cette question spéciale, j'en ai fait l'objet des dispositions insérées dans la loi des Voies et Moyens du présent exercice.

» Je ne cesse de fixer mon attention sur les améliorations partielles à introduire dans nos codes fiscaux, à mesure que l'expérience et la pratique en révèlent l'opportunité. Il ne m'est pas possible de les annoncer avant l'heure où elles seront précisées au point de pouvoir être traduites en un projet de loi. »

*
* *

Encore que les questions de perception de taxes et de droits d'ordre fiscal, quoique de la compétence de M. le Ministre des Finances, relèvent plutôt du Budget des Voies et Moyens que de celui des Finances, la Section centrale, à raison de la circonstance que le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1910 est déjà voté, n'a pas cru pouvoir s'abstenir de joindre sa protestation à toutes celles qui se sont élevées déjà contre les innovations d'ordre fiscal, si graves pour nous, auxquelles songe le Parlement français et qui émeuvent si justement nos populations.

Ces innovations menacent au plus haut point les intérêts belges — particulièrement ceux de notre classe ouvrière : aussi bien ceux de nos ouvriers

qui apportent à quantité d'industriels français le concours précieux de leur habileté professionnelle que ceux de milliers d'ouvriers travaillant en Belgique pour des industries dont les produits ne trouveront plus désormais, à cause de l'élévation des droits d'entrée, le moyen de pénétrer en France, tout au moins de manière à s'y écouler dans des conditions normales.

La Section centrale a la certitude que le Gouvernement ne négligera rien pour défendre comme il convient, dans ces circonstances pénibles, nos intérêts nationaux et qu'il le fera avec toute l'énergie nécessaire pour sauvegarder efficacement ceux-ci. Elle se plaît, en conséquence, à former le vœu que, pour l'aider dans cette tâche difficile, tous les partis lui prêtent leur patriotique concours.

*
* *

Le projet de Budget, mis aux voix, a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
Jos. HOÏOIS.

Le Président,
ALP. HARMIGNIE.

ANNEXES.

Relevé de mesures prises, en matière de douane, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, depuis le mois de juin 1884.

Arrêté royal du 4 décembre 1884.

Admission au régime de la franchise temporaire des droits d'entrée des toiles cirées destinées à être imprimées et converties en tapis pour l'exportation.

Loi du 11 juin 1887.

Libre importation de l'acide acétique destiné à des usages industriels.

Arrêté royal du 18 novembre 1887.

Admission des viandes fraîches congelées au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 3 septembre 1888.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Charleroi.

Loi du 30 juillet 1889.

Réduction du minimum des quantités de vins, liquides alcooliques et liqueurs, admises à l'entrée et à la sortie des entrepôts publics.

Loi du 30 janvier 1892.

Autorisation pour le Gouvernement de frapper de surtaxes les produits primés à l'exportation dans les pays d'origine.

Arrêté royal du 2 octobre 1892.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Alost.

Loi du 12 juillet 1895.

Loi portant, notamment :

Exemption du droit de fanal pour les navires de mer;

Suppression des droits d'entrée sur le cacao en fèves, les pelures et le beurre de cacao; — le vieux fer, le fer blanc (fer étamé) non ouvré, les peaux de chèvre et de mouton tannées en croûte et de chevreau mégies en croûte;

Réduction notable des droits d'entrée sur les bois de construction et d'ébénisterie autres que de chêne et de noyer, en grume ou non sciés et sciés de 5 centimètres et moins d'épaisseur; — les fils de coton et les fils de laine; — la fonte brute; — l'acier fondu dégrossi; — les tissus de coton et les tissus de laine; — les fanons de baleine coupés ou apprêtés, y compris les baleines factices en corne, etc.; — les bobines en bois servant à enrouler les fils à coudre pour la vente au détail; — les apprêts pour fleurs artificielles, tels que : araignes, bruyères en bandes, calices, fils raides, pistils, ovaires, tubes en étoffe et en caoutchouc, etc.

La loi du 12 juillet 1895 a donné, en outre, au Ministre des Finances le pouvoir de ranger, dans l'intérêt de l'industrie, parmi les *Produits divers pour l'industrie*, imposables à raison de 5 % *ad valorem*, les articles classés sous la rubrique *Mercerie et Quincaillerie* — passibles du droit de 15 % *ad valorem* (actuellement 13 %) — et nécessaires au parachèvement d'autres produits.

Cette mesure a été appliquée aux marchandises désignées ci-après, savoir :

Accessoires en carton pour la cordonnerie, tels que contreforts, cambrures, avant-bouts, etc. (arrêté du 22 mai 1896, R. 2362);

Accessoires en cuir destinés à la garniture d'objets de vannerie (décision du 16 juillet 1895, R. 2313);

Accessoires (petits) en métal commun destinés à la confection des bretelles, jarretières, jarretelles et porte-chaussettes, à l'exclusion des œillets et des boucles à ardillons ou avec porte-mousqueton (arrêté du 10 juillet 1910, R. 2781);

Accessoires pour épingles de cravate, composés d'une lamelle de verre à laquelle adhère une pellicule de nacre recouverte de dessus et d'inscriptions (arrêté du 13 septembre 1897, R. 2445);

Agrafes, boutons et rivets en métal commun pour la fabrication des buses de corsets (arrêté du 26 mars 1908, R. 2871);

Agrafes-fermoirs en tôle estampée pour ceintures (arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Anneaux avec raccords en os, servant au montage des sucettes (arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Bandes tordues en papier destinées à remplacer les cordes, les ficelles,

les fils doublés, etc., dans les industries de la bonneterie, de la passementerie, de la reliure, etc. (arrêté du 14 décembre 1898, R. 2517);

Boules en celluloïd destinées à la confection des peignes, épingles, etc. (arrêté du 3 avril 1907, R. 2845);

Coulants et boucles-fermoirs destinés à la confection des chaussures (arrêté du 7 octobre 1897, R. 2448);

Capsules en bois pour collage des bouchons, raccords en bois, os ou porcelaine et rondelles en os et en porcelaine, servant au montage des biberons (arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Capsules en étain, en plomb ou en alliage d'étain et de plomb, servant à la fermeture de bouteilles, de pots ou d'autres récipients (arrêté du 9 novembre 1895, R. 2342);

Cartes en gélatine destinées à la fabrication d'images (arrêté du 26 juillet 1905, R. 2782);

Chevilles en bois pour la confection des chaussures (arrêté du 13 mars 1907, R. 2814);

Couvertures pour livres, en papier gaufré, argenté, doré, etc. (arrêté du 26 mars 1908, R. 2871);

Embouts en métal commun pour buses de corsets et lacures ou ressorts de toilette (arrêté du 13 mars 1907, R. 2814);

Fermoirs, avec ou sans encadrement, en métal, en métal et os, etc., pour couverture de livres (arrêté du 23 novembre 1898, R. 2510);

Fermoirs à pression pour cravates (arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Ferrets en métal commun pour lacets (arrêté du 10 juillet 1905, R. 2781);

Feuilles ou plaques de mica découpées pour la garniture de poêles, d'abat-jour, d'éventails, etc. (décision du 16 juillet 1895, R. 2313);

Formes de boutons et de passementeries en bois (arrêté du 7 octobre 1897, R. 2448);

Menus objets consistant en estampes, bâtes découpées et paillettes en métal, destinés à la confection d'ornements pour modes (arrêté du 24 décembre 1895, R. 2347);

Mines pour fabrication des crayons (arrêté du 21 août 1896, R. 2379);

Montures d'éventails (arrêté du 24 décembre 1895, R. 2347);

Petits ornements en métal brillanté servant à la garniture de peignes (arrêté du 26 mai 1900, R. 2574);

Petits ornements en métal destinés à être incrustés dans les plaques en corne, en celluloïd, etc., servant à la confection de porte-monnaies, de couvertures de livres ou d'autres objets analogues (arrêté du 31 janvier 1898, R. 2468);

Petits tubes en bois servant au montage des ballons-musique (arrêté du 2 mars 1896, R. 2353);

Poignées ou manches en bois destinés à la confection de cordes à sauter (arrêté du 6 février 1901, R. 2612);

Procédés pour queues de billards (arrêté du 3 avril 1907, R. 2845);

Roues en liège destinées à polir le verre (arrêté du 9 novembre 1895, R. 2342);

Tiges en carton pour galoches (arrêté du 25 mai 1898, R. 2489).

La même loi a, entre autres mesures édictées dans l'intérêt de l'agriculture, établi des droits d'entrée sur le beurre, la margarine et les avoines; le droit d'entrée sur le beurre a eu pour conséquence de favoriser la constitution des laiteries coopératives.

En outre, ladite loi a créé des droits d'entrée sur les farines et le malt, pour compenser les primes d'exportation accordées pour ces produits dans les pays étrangers.

Arrêté royal du 12 juillet 1895.

Admission de l'avoine et des farines au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 11 septembre 1895.

Autorisation d'enlever temporairement, en franchise partielle des droits d'entrée, des verges d'acier destinées à être converties en fils galvanisés ou non, en clous dits pointes de Paris ou en ronces artificielles pour l'exportation.

Circulaire du 20 septembre 1895.

Autorisation de restituer les droits perçus sur les colis postaux non remis au destinataire et réexpédiés à l'étranger.

Arrêté royal du 25 septembre 1895.

Admission du saindoux artificiel au régime de l'entrepôt fictif.

Arrêté royal du 22 septembre 1896.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Tirclemont.

Arrêté royal du 5 novembre 1896.

Enlèvement temporaire de l'entrepôt public, en franchise *partielle* des droits d'entrée, des fils de coton simples, écrus, destinés à être retordus pour l'exportation.

Circulaire du 7 novembre 1896.

Importation, en franchise *partielle*, des droits d'entrée, des fils de coton destinés à être convertis en tissus pour l'exportation.

Loi du 50 décembre 1896.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1897 porte réduction du droit d'entrée sur les poutres sciées.

L'article 1^{er} de cette loi a autorisé le Ministre des Finances à ranger dans la catégorie des *produits divers pour l'industrie* — passibles du droit de 5 p. c. *ad valorem* — les articles imposés sous une autre rubrique du tarif des douanes, à raison d'un droit plus élevé, et qui sont destinés à être adaptés à des machines, mécaniques ou outils, ou à servir d'accessoires à ces appareils.

Cette mesure a été appliquée aux marchandises désignées ci-après, savoir :

Bandes en tissu de laine pour presses à filtrer ⁽¹⁾ (arrêté du 10 décembre 1898, R. 2514);

Boyaux en feutre, destinés au graissage des machines à mouler les briques (arrêté du 31 octobre 1901, R. 2639);

Feutres destinés à la fabrication d'accumulateurs électriques ⁽¹⁾ (arrêté du 26 avril 1899, R. 2536).

Manchons en laine, en coton ou en cuir, destinés au garnissage des cylindres de métiers à filer ou à peigner (arrêtés des 6 juillet 1897 et 4 mars 1898, R. 2426 et 2470);

Segments en cuir pour peigneuses (arrêté du 4 mars 1898, R. 2470);

Tissus de coton imprégnés de créosote ou d'une huile lourde provenant de la distillation du pétrole, utilisés pour le travail des pâtes aux filtres-presses dans les fabriques de faïence et de porcelaine (arrêté du 15 février 1899, R. 2527);

Tissus de laine feutrés pour fabriques de faïence et de porcelaine ⁽¹⁾ (arrêté du 6 septembre 1899, R. 2546);

Tissus de laine dit *rotter cloth*, destinés au garnissage de cylindres de machines ⁽¹⁾ (arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426);

Tissus feutrés ⁽¹⁾ et manchons en tissus feutrés, pour papeteries (arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426);

Tresses de coton ou de lin, pour broches de filatures, pour métiers Jacquart ou destinées à d'autres usages industriels (arrêté du 6 juillet 1897, R. 2426).

Arrêté royal du 5 mai 1897.

Réduction du minimum des quantités de vins admises à l'entrée et à la sortie des entrepôts particuliers.

⁽¹⁾ Les importateurs doivent justifier, à la satisfaction des agents de la douane, que ces tissus sont réellement destinés aux usages indiqués.

Arrêté royal du 7 juin 1897, remplaçant celui du 22 octobre 1883.

Admission au régime de la franchise temporaire des droits d'entrée des tabacs destinés à la fabrication de cigares pour l'exportation.

Loi du 9 août 1897.

Suppression des droits d'entrée sur les thés. — Interdiction de l'importation, de la fabrication, du transport, de la détention et de la vente de saccharine et des produits renfermant de la saccharine ou des substances similaires.

Loi du 19 août 1897.

Cette loi autorise la concession d'entrepôts particuliers et d'entrepôts fictifs dans une zone s'étendant à 2,500 mètres environ de l'hôtel de ville de Bruxelles, sur le territoire des communes qui ont contribué à la formation du capital de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles.

Loi du 28 décembre 1897.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1898 modifie les droits d'entrée sur la crème et le lait, les raisins frais écrasés, les montres et fournitures pour montres et les dentelles, et autorise le Gouvernement à établir un droit de 5 % de la valeur, ou un droit spécifique équivalent, sur les éthers, le chloroforme, le collodion, le chloral hydraté, l'iodure d'éthyle et les autres produits analogues préparés à l'aide de l'alcool et dont celui-ci a été éliminé au cours de la fabrication.

Arrêté royal du 1^{er} mars 1898.

Admission des tubes en fer au régime de l'entrepôt fictif.

Circulaire du 12 décembre 1898.

Autorisation d'importer les objets de valeur par la voie de la poste.

Loi du 29 décembre 1899.

La loi du Budget des Voies et Moyens, pour l'exercice 1900, autorise l'admission en franchise des droits, aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances, des matériaux servant à la construction, à l'armement, au gréement et à l'ameublement des navires et bateaux, non exemptés des droits d'entrée par le tarif des douanes.

Cette loi supprime ou réduit les droits d'entrée sur les eaux distillées,

la caséogomme ou caséine préparée à l'aide d'alcalis pour des usages industriels, les peaux et les plumes d'oiseaux, les fleurs en faïence ou en porcelaine destinées à la confection des couronnes mortuaires, le jus d'épinevinette pur.

10 janvier 1900.

Construction d'un nouvel entrepôt public, à Bruxelles.

Arrangement du 7 avril 1900.

Nouvel arrangement entre la Belgique et l'Allemagne pour le règlement du trafic des fabriques à la frontière belge-allemande.

Novembre 1900.

Publication d'une nouvelle édition du Tarif officiel des douanes, comprenant un résumé des principales dispositions de la législation des douanes, le répertoire général des marchandises avec notes explicatives, le tableau des droits d'entrée et un appendice composé de divers tableaux indiquant les attributions des bureaux, des succursales de bureaux et des entrepôts de douane.

Loi du 31 décembre 1900.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1901 établit un régime de faveur pour le moût de vin stérilisé et porte exemption des droits d'entrée pour les rouleaux compresseurs à vapeur servant au cylindrage de l'empierrement des routes.

Circulaire du 15 mars 1901.

Admission au régime de l'entrepôt fictif des tubes de fer ou d'acier sans distinction, y compris les manchons, même importés isolément, qui constituent des accessoires de tubes.

Arrêté royal du 9 octobre 1901.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Ath.

Loi du 30 décembre 1901.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1902 porte :

Suppression des droits d'entrée sur les bois de fusil et les pierres à feu.

Réduction de 30 à 45 francs les 100 kilogrammes des droits afférents aux peaux de moutons dites « peaux paille ».

Exemption des droits d'entrée de divers produits appartenant à la classe des *parfumeries*.

Loi du 19 mai 1902.

Loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux. Autorisation de frapper d'une surtaxe les produits primés à l'exportation dans les pays d'origine.

Loi du 27 décembre 1902.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1903 porte :

Assimilation des fils de laine dits « fils mixtes » aux fils de laine peignée en ce qui concerne l'application du tarif des douanes.

Établissement d'un droit de 5 francs par 100 kilogrammes sur l'acide carbonique liquéfié.

Dispense du paiement de l'amende et des droits ou de la valeur en cas de perte de marchandises expédiées en transit.

Loi du 18 février 1903.

Suppression du droit d'entrée sur le café non torréfié. Réduction de 13 à 10 francs les 100 kilogrammes du droit d'entrée sur le café torréfié.

Circulaire du 14 mai 1903.

Autorisation de restituer les droits acquittés par les administrations de chemins de fer sur les marchandises non remises au destinataire et renvoyées à l'étranger.

Arrêté royal du 25 juin 1905.

Création d'un entrepôt public et d'un bureau des douanes à Saint-Nicolas.

Loi du 21 août 1905.

Nouvelle législation des droits d'entrée sur les sucres : Diminution des droits sur les sucres, les sirops et mélasses, le cacao préparé et les conserves alimentaires au sucre. Suppression des droits d'entrée sur les betteraves.

Arrêté royal du 26 août 1905.

Établissement d'une surtaxe sur les sucres importés de l'étranger.

Loi du 28 décembre 1904.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1903 porte : Libre entrée des peaux d'oiseaux décolorées, blanchies ou teintées, non autrement apprêtées ni montées, et des plumes d'oiseaux simplement dégraissées, déco-

lorées, blanchies ou teintes, non raclées. Fixation d'un droit d'entrée de 12 francs les 100 kilogrammes, poids brut (en remplacement du droit de 15 % *ad valorem*) sur la moutarde préparée.

Loi du 16 juin 1905.

Loi approuvant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu, le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne.

Libre entrée de certains fils d'acier employés à la confection des montures de parapluies ou de parasols, ainsi qu'à la confection de garnitures de cartes.

Réduction au droit de 5 francs les 100 kilogrammes (représentant dans l'espèce 1.15 % *ad valorem*) du droit de 10 % *ad valorem* afférent aux tôles ou feuilles en aluminium découpées en rond ou suivant croquis.

Réduction de droit en ce qui concerne les objets rangés parmi la *mercerie et quincaillerie*.

Arrêté ministériel du 8 novembre 1905.

Dispense de remplir les formalités douanières prescrites pour la détention et la circulation du bétail par arrêté royal du 26 juin 1887, R. 2029, dans la partie du rayon s'étendant à plus de 2,500 mètres de la frontière allemande.

Loi du 30 décembre 1905.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1906 porte :

Réduction au taux de 5 francs les 100 kilogrammes du droit d'entrée sur les bananes en régime ou détachées de leur tige ;

Admission au droit réduit de 5 % *ad valorem* des boutons en porcelaine pour la fabrication des bouchons mécaniques ;

Libre entrée des tissus caoutchoutés, doublés ou non de feutre, spécialement fabriqués pour la confection de rubans de cartes.

Mars 1906.

Publication d'une nouvelle édition du Tarif des douanes.

Loi du 1^{er} mars 1906.

Loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu, le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie.

Arrêté royal du 23 mai 1906.

Création d'un bureau des douanes à Zeebrugge.

Circulaire du 17 juillet 1906.

Extension du régime de l'admission en franchise partielle des droits d'entrée aux verges d'acier devant servir à la fabrication de grillages ou treillages pour l'exportation.

Loi du 21 décembre 1906.

Loi approuvant la convention de commerce conclue, le 5 juin-23 mai 1906, entre la Belgique et la Roumanie.

Loi du 24 décembre 1906.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1907 porte :

Réduction à 1 franc les 100 kilogrammes des droits d'entrée de 2 francs et 3 francs les 100 kilogrammes sur les fils d'acier, clairs et galvanisés, d'un diamètre inférieur à 5 millimètres et d'une résistance de 120 kilogrammes au moins par millimètre carré, destinés à la fabrication des câbles et des cordes ;

Conversion en un droit de 3 francs les 100 kilogrammes du droit de 5 p. c. *ad valorem* sur le liège moulu, aggloméré avec d'autres matières sous forme de briques, carreaux, panneaux, planches, coquilles pour revêtement de tuyaux et autres objets de même composition destinés à la construction ou à des usages industriels.

Arrêté royal du 11 mars 1907.

Conversion en droits spécifiques des droits *ad valorem* sur les bougies, les carreaux pour pavement et constructions de toute espèce, en faïence ou porcelaine, et les tissus de jute écrus, purs ou mélangés, unis ou croisés.

Loi du 14 juin 1907.

Loi approuvant le traité de commerce conclu, le 6 septembre 1906, entre la Belgique et l'Éthiopie.

Arrêté royal du 12 août 1907.

Conversion en droits spécifiques du droit *ad valorem* afférent aux « tissus de laine pesant moins de 200 grammes par mètre carré ».

Loi du 16 août 1907.

Loi approuvant le traité de commerce conclu, le 24/11 avril 1907, entre la Belgique et la Serbie.

Loi du 23 décembre 1907.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1908 porte :
Réduction des droits d'entrée sur :

- 1° Les pièces de bois sciées sur les quatre faces mesurant au moins 0^m25 × 0^m25 d'équarrissage ;
- 2° Les fils d'acier pour la confection de montures de parapluies ou de parasols importés en rouleaux ;
- 3° Les tubes, tuyaux et raccords en fer ou en acier recouverts d'une enveloppe enduite de goudron ou d'asphalte.

Loi du 30 décembre 1908.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1909 porte :
Réduction du droit d'entrée sur les galets en poterie émaillée destinés à la fabrication de roulettes pour meubles.

Loi du 17 avril 1909.

Loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu, le 16/29 août 1908, entre la Belgique et la Bulgarie.

Loi du 29 décembre 1909.

La loi du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1910 porte :
Suppression du droit d'entrée sur le diastafor destiné à des usages industriels et préalablement dénaturé.

Mesures prises depuis 1894 par le Gouvernement et qui ont eu pour résultat d'encourager ou de favoriser celles de nos industries dont les produits sont soumis à l'accise.

BIÈRES ET VINAIGRES.

En vertu de la loi du 2 août 1822, l'accise sur la fabrication des bières était perçue exclusivement d'après la capacité de la cuve-matière. Sous le ministère de M. Beernaert, la loi du 20 août 1885 a établi un second mode d'imposition basé sur la quantité de farine déclarée. Les brasseurs avaient le choix de travailler sous l'un ou l'autre de ces régimes.

Les lois suivantes ont ultérieurement modifié et amélioré le régime existant :

Loi du 20 mai 1898, exemptant de tout droit d'accise la fabrication des vinaigres de pommes, de poires ou de miel indigène.

Loi budgétaire du 31 décembre 1900, simplifiant les dispositions légales relatives à la perception de l'accise sur les bières et vinaigres. Les dispositions de détail que cette loi contient facilitent à la fois le travail des brasseurs et la surveillance des agents des accises.

Loi budgétaire du 31 décembre 1901, stipulant en son article 4 que l'accise sur la fabrication des bières sera perçue, à partir du 1^{er} janvier 1904, exclusivement d'après la quantité de farine déclarée. Cette disposition a eu pour conséquence de faire disparaître le mode d'imposition d'après la capacité de la cuve-matière, lequel laissait moins de latitude dans le travail aux brasseurs.

En vertu du même article, les dispositions de la législation sur les bières et vinaigres restant en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1904 ont été codifiées : il en est résulté une grande facilité, non seulement pour les brasseurs et pour les agents de l'Administration, mais en outre pour les personnes qui désirent ou qui par état doivent consulter cette législation.

ACIDE ACÉTIQUE.

Arrêté royal du 14 mars 1905, réduisant le taux du droit d'accise sur la fabrication de l'acide acétique.

EAUX-DE-VIE.

La loi du 13 avril 1896 a substitué à l'impôt d'après la contenance, l'impôt d'après les quantités de flegmes ou alcools produites. Cette loi a

assuré à la distillerie : 1° une plus grande stabilité de l'impôt, qui ne varie plus d'année en année ; 2° une plus grande liberté de travail ; 3° une diminution très sensible des frais généraux ; 4° l'amélioration de la qualité des produits ; 5° la suppression des excédents de rendement, indemnes de droits, qui rendaient impossible la lutte des petits contre les grands distillateurs ; 6° le moyen de lutter plus favorablement sur les marchés d'exportation ; 7° la faculté de produire *a*) du levain employé en distillerie, *b*) de la levure de boulangerie, dont nous étions tributaires vis-à-vis de l'étranger. Pour apprécier l'importance de cette dernière mesure, il suffit de dire, d'une part, que pendant l'année 1896 on a importé de l'étranger 16,787,652 kilogrammes de levure, alors qu'en 1907 l'importation n'a plus atteint que 320,321 kilogrammes ; d'autre part, que la fabrication, qui était nulle en 1896, s'est élevée en 1907 à 10 millions de kilogrammes, dont 1,912,155 kilogrammes ont été exportés à l'étranger.

La loi autorise, en outre, le Gouvernement à accorder la décharge totale ou partielle des droits pour les alcools destinés à des usages industriels. Les industries admises jusqu'à ce jour à bénéficier de cette décharge sont les suivantes : fabrication des éthers, de la soie artificielle, des vernis, du vinaigre ; dorure des cadres ; épuration et lavage des huiles brutes ; gazage des ficelles ; fabrication de peptones à l'aide de levures de brasseries ; fabrication de feutres et chapeaux, de fulminate de mercure, de produits pharmaceutiques ou chimiques d'où l'alcool est entièrement éliminé au cours de l'opération ; fabrication des simili-cuirs, de collodion utilisé dans l'usine même, d'ouates antiseptiques et médicamenteuses, de couleurs d'aniline, de fleurs artificielles, de savons transparents, du tannin, de produits pyrotechniques et de poudre sans fumée. Cette même décharge est accordée aux préparations anatomiques ou scientifiques dans les établissements supérieurs d'enseignement.

La loi budgétaire du 27 décembre 1902 accorde aux distillateurs, à son article 7, des facilités pour l'apurement de leur compte de crédit.

La loi budgétaire du 28 décembre 1904 décrète, à son article 8, des mesures complémentaires destinées à empêcher l'emploi clandestin d'appareils de distillerie.

Les arrêtés royaux des 2 août 1898, 23 mars 1899 et 16 mai 1903 accordent une décharge supplémentaire de l'accise, pour perte à la rectification, sur les alcools et les eaux-de-vie rectifiés lorsqu'ils sont exportés ou dénaturés pour des usages industriels avec exemption totale des droits.

L'article 5 de la loi budgétaire du 50 décembre 1908 accorde à tous les distillateurs qui ne produisent que des flegmes et ne sont pas outillés pour la rectification de leurs produits dispense, moyennant certaines conditions, de fournir un cautionnement.

GLUCOSES, MALTOSE, SIROPS ET SUCRE INVERTI.

Loi du 19 mai 1898, remplaçant l'impôt à la contenance par l'impôt au rendement. Cette loi permet un travail plus rationnel et moins onéreux, met en concordance les droits sur les glucoses avec ceux établis sur les bières, autorise l'exportation des glucoses avec décharge de l'accise et accorde la décharge des droits pour les glucoses dénaturées destinées à des usages industriels non alimentaires. La loi autorise, en outre, la fabrication du maltose et du sucre interverti, ce dernier en exemption partielle de l'impôt.

Arrêté royal du 27 juillet 1898, accordant une déduction pour perte à la fabrication des glucoses.

Arrêté royal du 6 décembre 1903, accordant une décharge de 5 francs par 100 kilogrammes de sucre employé à la fabrication du sucre interverti et une décharge de 15 francs par 100 kilogrammes d'extrait sec contenu dans le sucre interverti destiné à l'exportation.

Arrêté royal du 11 novembre 1909, portant de fr. 13.50 à 15 francs le taux de la décharge de l'accise sur les glucoses utilisées, après dénatura-tion, dans la fabrication des papiers parcheminés destinés à l'exportation.

MARGARINE.

Loi du 12 juillet 1895, établissant, à ses articles 5 à 10, un droit d'accise sur la margarine. Cette mesure a eu pour effet de donner un essor remarquable à la laiterie et de créer dans le pays, au profit de la classe ouvrière, l'industrie de la margarine (qui constitue un aliment très sain).

SUCRES.

Convention internationale signée à Bruxelles le 23 mai 1902. Cet accord, réalisé après plusieurs tentatives infructueuses faites pendant une vingtaine d'années, a eu pour conséquence de faire disparaître le système des primes à la production et à l'exportation des sucres, et a replacé l'industrie et le commerce de ce produit sous l'empire des lois économiques générales.

Loi du 21 août 1903. Cette loi, modifiant le régime ancien de l'impôt au rendement présumé, fixe, conformément aux stipulations de la Convention précitée, la perception du droit sur la base du rendement réel et réduit de fr. 51.43 à 20 francs, par 100 kilogrammes, le droit d'accise pour toutes les espèces de sucres uniformément. La loi soumet, en outre, les fabriques et les raffineries au régime d'entrepôt; autorise le Gouvernement à accorder la décharge de l'accise sur les sucres et les sirops destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail; rend l'obligation de

garantir les droits moins onéreuse et détermine des mesures rigoureuses en vue d'empêcher l'importation, la fabrication, le transport, la détention et la vente de la saccharine et de produits similaires.

Arrêté du 21 août 1903, accordant la décharge totale des droits d'accise pour les sucres employés à la fabrication de conserves de légumes, de confitures de gelées ou de sirops de fruits, de lait condensé et de farine lactée, ainsi que pour les sucres et sirops de raffinage destinés à des usages industriels ou à l'alimentation du bétail.

TABACS.

Loi du 17 avril 1896, modifiant le régime fiscal des tabacs. Cette loi supprime l'impôt à la culture et les formalités qu'entraînait ce système, fixe un droit d'accise de 15 francs par 100 kilogrammes sur les tabacs étrangers non fabriqués et sur les tabacs indigènes séchés, stipule l'exonération complète de l'accise en ce qui concerne le tabac récolté par le planteur pour sa consommation domestique, augmente la protection dont jouit le tabac indigène, admet les tabacs au régime de l'entrepôt particulier et de l'entrepôt fictif.

Loi budgétaire du 28 décembre 1897, fixant, à son article 4, la décharge applicable, du chef de dessiccation, aux tabacs déposés en entrepôt particulier.

Loi budgétaire du 31 décembre 1900, autorisant le Ministre des finances à accorder, en ce qui concerne les tabacs étrangers en feuilles, séchés artificiellement, une décharge supérieure à celle fixée par la loi du 28 décembre 1897 précitée.

VINS.

Loi budgétaire du 30 décembre 1896, réduisant, entre autres, à 20 francs par hectolitre le droit d'accise sur les vins importés autrement qu'en bouteilles, afin de mettre ce produit à la portée des classes laborieuses.

*
* *

A ce double relevé des mesures prises, en matière de douane et d'accise, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, il importe d'ajouter le suivant, pour raisons de connexité :

Mesures prises en ce qui regarde le régime du fonds communal.

La loi du 30 décembre 1896 a fait intervenir dans le calcul de la répartition du fonds communal, outre l'ancienne base de l'aisance présumée, le chiffre de la population des communes. Pour justifier ce changement à l'état antérieur des choses, il a été dit que, à raison de la nature des recettes du fonds communal, la contribution de chaque commune dans l'alimentation de ce fonds dépend à la fois des deux éléments précités.

En outre, il a été attribué, à partir de 1896, à chaque commune, à titre de minimum de quote-part, une somme égale à celle touchée en 1895. Quant à l'excédent, il est réparti chaque année d'après le chiffre de la population.

La loi du 26 décembre 1904 a garanti aux communes, comme minimum à distribuer, la somme répartie en 1903, augmentée suivant une progression annuelle de 700,000 francs.

La loi du 29 septembre 1906 a maintenu le principe du minimum, mais en stipulant que, à partir de l'année 1906 et jusqu'en 1913, la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne peut être inférieure à la somme répartie en 1905, augmentée suivant une progression annuelle calculée, à raison de 10 centimes par habitant, sur le chiffre de population qui sert de base à la répartition.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1910.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Financiën, dienstjaar 1910, bedraagt fr. 21,969,165 »
De kredieten, voor 1909 toegestaan, beloopten 21,277,665 »

Dus is er eene verhooging van fr. 691,500 »

De vergelijking tusschen de twee dienstjaren wordt op de volgende wijze gemaakt voor de twee afdelingen van de Begrooting :

A. — Gewone uitgaven :

Dienstjaar 1910. fr. 21,961,165 »
— 1909. 21,269,665 »
VERHOOGING. fr. 691,500 »

B. — Uitzonderlijke uitgaven :

Dienstjaar 1910. fr. 8,000 »
— 1909. 8,000 »
dus meer voor 1910 fr. 691,500 »

(1) Begrooting, n° 4, XII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMIGNIE, bestond uit de heeren LEVIE, BUYL, HOÏOIS, BERTRAND, VAN CAUWENBERGH, ORTEGAT.

Doch de Middenafdeeling ontving van den heer Minister van Financiën het volgende amendement :

AMENDEMENT.

Première section. — Dépenses ordinaires.

—
CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 8. — *Documents statistiques,*
fr. 20,000 »

Eerste Sectie. — Gewone uitgaven.

—
EERSTE HOOFDSTUK.

MIDDENBESTUUR.

ART. 8. — *Statistische bescheiden,*
fr. 20,000 »

In eene hieraan toegevoegde nota geeft de heer Minister van Financiën de redenen van dit amendement op, in de volgende bewoordingen :

« De 7,200 frank verhooging van dit krediet, vergeleken met ditgene wat was uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting, is te wijten aan meerdere kosten voor het drukken van de Algemeene Tabel van België's handel met de vreemde landen. »

Ten gevolge van dit amendement, beloopt het ontwerp van Begrooting :

1 ^o Voor de gewone uitgaven	fr. 21,968,365 »
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven.	8,000 »
	<hr/>
TE ZAMEN.	fr. 21,976,365 »

Bijgevolg is de verhooging van de gewone uitgaven, uitgetrokken op de Begrooting voor 1910, 698,700 frank (in stede van 691,500, hierboven opgegeven cijfer).

De verhooging van de gewone uitgaven en het voorstel tot uitzonderlijke uitgaven, zooals zij voorkomen in het oorspronkelijk ontwerp van Begrooting, worden als volgt gerechtvaardigd in de Inleidingsnota van dit ontwerp :

GEWONE UITGAVEN.

ART. 10. — *Vergoeding van de agenten der Schatkist voor bureelkosten.*

De verhooging met 3,000 frank is noodig om te kunnen vermeederen de vergoedingen voor bureelkosten van sommige agenten der Schatkist, wier stoffelijk werk aanzienlijk toenam ten gevolge van de uitbreiding der handels- en nijverheidszaken, alsmede van de naasting van Congo.

ART. 12. — *Dienst der bewaring van het kadaster. Jaarwedden.*

De verhooging met 47,000 frank wordt uitgelegd als volgt :

Het krediet van 1,039,000 frank, sedert ettelijke jaren toegestaan, is, gezien den tegenwoordigen staat van het personeel, onteereikend tot een bedrag van nagenoeg 14,300 frank.

Voor 't overige wordt de verhooging voorgesteld ten einde bevordering van klasse te kunnen verleen en aan een zeker getal landmeters en in de provincie Henegouw zes nieuwe districten van het kadaster tot stand te brengen.

ART. 13. — *Dienst van de rechtstreeksche belastingen, de accijnzen en het rekenplichtig beheer. Vaste jaarwedden.*

De verhooging bedraagt 29,600 frank.

Deze verhooging is het gevolg : 1^o van eene wijziging in de omschrijvingen voor het toezicht op de rechtstreeksche belastingen, de accijnzen en het rekenplichtig beheer, inzonderheid in dichtbevolkte centrum, waardoor werd noodig bevonden een tamelijk groot getal nieuwe controleurs te benoemen; 2^o van de verhooging der jaarwedden van de kommiezen der accijnzen 1^o klasse.

De hoogere uitgave uit deze twee oorzaken wordt grootendeels opgewogen door de afschaffing van de rondreizende afdeelingen der accijnzen, een maatregel die laat beschikken over de sommen, besteed aan de jaarwedden en de reisvergoedingen voor de ondercontroleurs en hunne adjuncten. (Zie de nota betreffende het navolgend artikel 24.)

ART. 14. — *Dienst van de rechtstreeksche belastingen, de accijnzen en het rekenplichtig beheer. Evenredige kortingen en vergoedingen (Onbeperkt krediet.)*

De verhooging bedraagt 227,000 frank.

De korting voor de ontvangers bepaald zijnde op een zooveelste van de ontvangsten, groeit de uitgave noodzakelijk aan naar gelang van de meerdere opbrengst der belastingen.

ART. 15. — *Dienst van het tolwezen en van het onderzoek ter zee.*

De verhooging bedraagt 300,000 frank wegens de bevordering van het lager personeel van den toldienst en dezes versterking uit hoofde van de groote uitbreiding van den dienst, inzonderheid ter haven van Antwerpen.

ART. 16 (vroeger). — *Dienst belast met het onderzoek van goud- en zilverwerk.*

Het krediet van 3,500 frank, in 1909 toegestaan, vervalt voor 1910; daar bedoeld onderzoek is opgedragen aan het Bestuur der Munt, dat verscheidene onderzoekers bezit.

ART. 20 (vroeger 21). — *Vergoedingen, premiën en uitgaven van verschillenden aard.*

Het krediet, onder dit artikel voorkomend, wordt verminderd met 29,600 frank, omdat, de rondreizende afdeelingen der accijnzen afgeschaft zijnde, de vergoedingen wegens reiskosten, vroeger toegekend aan de beambten bij dezen dienst (ondercontroleurs en kommiezen), vervallen.

ART. 25 (vroeger 26). — *Kortingen der ontvangers. Inningskosten.*
(Niet beperkend krediet.)

De verhooging met 50,000 frank wordt voorgesteld om het bedrag van het krediet overeen te brengen met de werkelijke uitgave, volgende op de meerdere opbrengst; de kortingen der ontvangers zijn bepaald op een zoo veelste van het bedrag hunner ontvangsten.

ART. 28 (vroeger 29). — *Materieel (inbegrepen eene som van 2,000 frank als tijdelijke last.)*

De som van 2,000 frank, als tijdelijke last, dient tot het bestrijden van de uitgaven voor inrichting, waartoe in 1910 aanleiding wordt gegeven door het vervaardigen van bescheiden van een nieuw model ten gebuik van de kantoren belast met de ontvangst van de erfenisrechten.

ART. 29 (vroeger 30). — *Uitgaven voor het domein.*

De verhooging bedraagt 18,000 frank.

De uitgaven, voortspruitende uit de onderhoudswerken, de lasten en de belastingen op het domein, vermeerderen omdat talrijke onroerende goederen moesten aangekocht worden in den Brusselschen en den Antwerpschen omtrek ten behoeve van werken van openbaar nut, welke goederen worden beheerd als goederen van het privaat domein van den Staat, totdat zij aan hunne bestemming worden overgeleverd.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN

ART. 34 (vroeger 35). — *Commissie tot het omwerken der wetten op de rechten van registratie, enz. — Zittingskosten; reiskosten; bureelkosten en kosten van allerlei aard.*

Aangevraagd krediet : 8,000 frank.

« Dit krediet is bestemd om de Commissie, ingesteld bij koninklijk besluit van 24 Januari 1907, te veroorloven hare zending in 1910 te vervullen. » Het komt overeen met het krediet dat verleden jaar door de Kamers werd toegestaan.

Onderzoek in de Afdeelingen.

Het ontwerp van Begrooting werd goedgekeurd in al de Afdeelingen.

In drie werd het aangenomen zonder opmerkingen.

In de drie overige was het onderzoek bijna even oppervlakkig.

In eene Afdeeling vroeg een lid dat « overal waar een hypotheek- of registratiekantoor bestaat, er een vast lokaal zou zijn ». Zoo is zijn wensch uitgedrukt in het proces-verbaal van de vergadering der Afdeeling.

In eene andere Afdeeling vroeg een lid dat verbetering worde gebracht in den toestand der accijns- en der tolbeambten, en, daarenboven, dat men voortaan in de fabrieken geene tolbeambten in stede van accijnsbeambten plaatse. Een tweede lid van dezelfde Afdeeling vroeg of er geen middel bestaat « om stamboekjes te maken, die aan het Departement van Spoorwegen kunnen overhandigd worden om reiskaarten te bekomen », er bijvoegende dat het « eene bezuiniging zou zijn ». De Middenafdeeling meende daaruit te verstaan dat dit lid kosteloos spoorwegverkeer, ten minste in zekere gevallen, beoogt voor accijns- en tolbeambten.

Eindelijk, het proces-verbaal van de laatste der zes Afdeelingen, die het ontwerp van Begrooting onderzochten, luidt aldus :

« Een lid wijst op de noodzakelijke verlaging van de zeer hooge rechten op ondrinkbaren alcohol.

» Verscheidene leden vestigen de aandacht op het lager personeel van den toldienst, namelijk wat betreft de zeer zeldzame rustdagen, waarover het beschikt, en de jaarwedden.

» Een lid vraagt eene verblijfsvergoeding voor de beambten te Brussel.

» Een lid acht het noodig, de ontvangers der belastingen te doen verblijven in de gemeente waartoe zij behooren. »

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De Middenafdeeling achtte het raadzaam enkele vragen te behandelen, die ontsnapt aan de aandacht der Afdeelingen. Zij deed het, hetzij om daarmede de gelegenheid te vinden aan zekere vroeger uitgedrukte wenschen te herinneren, die spoedig schijnen verwezenlijkt te moeten worden, hetzij wegens haar bijzonder belang of hare dadelijke gepastheid.

Daaronder zijn er die het personeel betreffen.

Betreffende het personeel van het tolwezen dient vooruit te worden aangemerkt, dat hunne wenschen voor stoffelijke verbetering van hun toestand bij voortduur worden gericht tot het Departement van Financiën en

tot de leden der Wetgevende Kamers, ondanks den merkelijken vooruitgang, in de laatste jaren verwezenlijkt (1).

't Zal ook niet zonder nut zijn, de aandacht te vestigen op de vraag die den 10^{en} Februari van dit jaar ter Kamer werd gesteld door een onzer achtbare medeleden en op het daarop gegeven antwoord. Ziehier den tekst van beide :

Vraag.

« Hoeveel tolbeambten van alle slag genoten het voordeel van de verandering, in 1909 gebracht in de jaarwedden? »

Antwoord.

« Ten gevolge van de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 October 1909, hebben 597 onderbrigadiers van het tolwezen onmiddellijk de nieuwe aanvangsjaarwedde van 1,400 frank bekomen; 354 gepreposeerden met 1,100 frank jaarwedde ontvingen 1,200 frank; 22 gepreposeerden met 1,200 frank jaarwedde ontvingen 1,300 frank en 40 met 1,300 frank ontvingen 1,400 frank. »

Sommige wenschen van het personeel van den toldienst betreffende bijzondere punten werden verleden jaar uitgedrukt en schijnen nu nog te kunnen uitgedrukt worden.

Bijvoorbeeld, de wensch dat de belanghebbenden steeds — wat thans niet het geval is — wanneer zij wacht houden, eene schuilplaats vinden in den aard van een schildwachthuisje (wat niet beteekent dat het juist een schildwachthuisje moet zijn).

Ook de wensch, dat gepreposeerden, onderbrigadiers en brigadiers niet onverbiddelijk gedwongen worden tot verplaatsing, na ten hoogste acht jaren verblijf in dezelfde gemeente.

Het blijft steeds waar, dat zij daarover meermaals klagen.

Zij beweren dat de reden, opgegeven voor deze gedwongen verplaatsing, niet meer zoo afdoende is als vroeger, toen de door hen gehekelde, reeds zeer oude regel werd ingevoerd en er wellicht meer werd gesmokkeld dan thans.

« Is het redelijk », vragen zij, « laakbare inschikkelijkheid te duchten vanwege beambten die zich als flinke, eerlijke beambten deden blijken en overigens streng worden bewaakt door hunne overheid? »

In bijkomende orde doen zij aanmerken dat, zoo men ten minste dit vooroorloofd verblijf in eene zelfde plaats verlengde, men, onder andere, aan de

(1) Zie de bijlagen van dit Verslag.

gepreposeerden, tot onderbrigadier bevorderd, eene tweede verplaatsing zou besparen als gevolg van deze bevordering, kort na eene verplichte verplaatsing na verloop van den termijn van acht jaren.

Zij die niet te Brussel of te Antwerpen staan, voegen hierbij — is het terecht of ten onrechte? — dat de regel, waarover zij klagen, niet wordt toegepast op hunne ambtgenooten in beide steden.

Ongetwijfeld ontvangen de gepreposeerden 50 frank vergoeding voor verplaatsing, de onderbrigadiers en brigadiers 80 frank (kon. besluit van 20 Dec. 1862); doch is deze vergoeding, nagenoeg eene halve eeuw geleden bepaald, toereikend voor een beambte met zijn gezin? — « Drie verhuizingen komen overeen met een brand! », zegt men.

Wellicht ook is soms de dienst veeleer ontredderd dan verbeterd door sommige verplaatsingen van het personeel, zonder andere reden dan het einde van den termijn waarop deze verplaatsingen verplicht zijn.

De Middenafdeeling vestigt andermaal de aandacht van den heer Minister van Financiën op deze zaak en uit den wensch dat er in de practijk, zoolang bedoelde regel van toepassing blijft, daarvan worde afgeweken, telkens als er genoeg ernstige redenen toe bestaan, afgeleid uit het eerbiedwaardig belang der familiën. Dit kan, bij voorbeeld, het geval wezen voor beambten wier loopbaan schier is verstreken en die, alvorens de ouderdomsgrens te bereiken, nog slechts enkele jaren dienst moeten doen. Ook wellicht wanneer het voortzetten van de studiën der kinderen, in gewone omstandigheden, onmogelijk of ten minste moeilijk kan worden uit hoofde van eene verplaatsing naar eene plaats waar niet de noodige onderwijsgestichten voorhanden zijn.

Het overzicht van deze beweegredenen kan worden besloten met deze aanmerking, dat hoe meer men vermindert de niet volstrekt noodige verplaatsingen, die niet bestaan in andere min of meer gelijke diensten, hoe meer men kan bezuinigen op de vergoedingen voor verplaatsing of het bedrag daarvan verhoogen, tevens beter het belang der betrokken familiën behartigend.

*
* *

De regeling van de Zondagsrust voor het personeel van den toldienst schijnt insgelijks niet te zijn vooruitgegaan.

Het vraagstuk wordt werkelijk gesteld alleen voor het lager personeel, belast met gestadigen loopenden dienst.

Volkomen Zondagsrust voor alle tolbeambten is, naar het schijnt, een moeilijk te verwezenlijken ideaal, omdat het toltoezicht nooit kan geschorst worden.

Nochtans zou de dienst op Zou- en groote feestdagen moeten geregeld worden op zulke wijze dat elke beambte zijne kerkelijke plichten kan waarnemen. Is de Middenafdeeling goed ingelicht, dan luiden de ministerieele onderrichtingen in dien zin. Ook is zij overtuigd dat de heer Minister zal zorgen voor eene strenge naleving daarvan.

Doch behalve dit, houdt zij het voor onontbeerlijk dat elke beambte een vollen rustdag heeft, zooniet om de acht of tien, dan toch om de veertien dagen. De tolbeambten ingedeeld zijnde bij brigades van doorgaans 8 tot 12 man, vraagt men zich af wat zou verhinderen, onder dezen eene afwisseling te doen, zoodat iedereen beurtelings een verlofdag zou hebben op geregelde tijd.

*
* *

De *Union douanière du Hainaut* zond aan de Middenafdeeling eene bijzondere memorie, bevattende eene reeks wenschen die haar inzonderheid schijnen aan te belangen. Opdat de heeren Leden der Kamer ze zouden kennen, achte de Middenafdeeling het nuttig ze hier af te drukken :

Wenschen van de « Union douanière » van Henegouw :

« 1^o Dat in elken post, die er geen bezit, een wachthuisje wordt geplaatst om den brigadier-postoverste tot kantoor te dienen. Deze beambte zou dan niet langer, zooals thans, zijne deur dag en nacht open moeten houden, wat voor hem en zijn gezin hinderlijk en gevaarlijk is.

» 2^o *Dat eene beschutting wordt geplaatst voor den bediende, op post aan den grenspaal.* Deze beambte staat jaarin jaaruit bloot aan alle weder, niet een of twee uren achtereen, maar tijdens zijn ganschen dagelijkschen dienst, twaalf, tien of zeven uren, volgens het jaargetijde. Zijne gezondheid verkeert dus gestadig in gevaar.

» De streek Chimay is de slechtste in gansch de provincie Henegouw. Behalve te Momignies, bestaat geene schuilplaats aan de kantoren Beauwelz, Macon, Seloignes (hulpkantoor) en Rièzes.

» 3^o *Volgens artikel 30, R^e 2890, moet de postoverste zijnen ondergeschikten ten minste zooveel uren per nacht als per dag voorschrijven; de nachtdienst begint eerst te 20 uren en eindigt te 6 uren, zoodat hij slechts tien uren op vier-en-twintig bedraagt. Daaruit volgt, dat het den postoversten lastig valt zich naar het nieuw reglement te gedragen, zonder eene leemte te laten in den dagdienst.*

» Om dit bezwaar te voorkomen, zou het volstaan dat het Bestuur als nachtdienst liet gelden den dienst verricht tussehen 18 en 6 uren, zoodat de bewaking kon worden ingericht in twaalf uren overdag en twaalf uren des nachts op vier en twintig uren.

» 4^o De postoversten moeten elken dag nagenoeg twee uren langer werken dan de mannen van hun personeel om de verschillende geschriften bij te houden. Daar de dagelijksche regeling van den dienst grootendeels het welgelukken van de bewaking medebrenge, zou het Bestuur er alle belang bij hebben, dien zoo belangrijken beambte een uur minder werk buitenshuis te geven.

» 5^o Verscheidene nijverheidscentrums, met name Erquelinnes, Quévy, Quiévrain, zijn gemeenten waar het leven en de huisvesting zeer duur zijn. De beambten dier posten verkeeren in een slechteren toestand dan hunne ambtgenooten uit andere gemeenten waar geen nijverheid is, en zelfs dan die van sommige steden, zooals Charleroi en Bergen, waar het leven goedkooper is en wien verblijfkosten worden toegekend.

» Erquelinnes is in een volstrekt uitzonderlijken toestand, in zulke mate dat gansch het personeel te Erquelinnes, onder den drang van de duurte van het leven en van de huisvesting, op 15 April 1908 den heer Provinciaal Bestuurder eene aanvraag had gestuurd, die zonder gevolg bleef, om vergoeding te bekomen wegens verblijfkosten. Die toestand is te wijten aan het nijverheidscentrum Jeumont-Marpent, in Frankrijk gelegen, met ten minste 5,000 arbeiders die meest al Belgen zijn en liever te Erquelinnes eene woning trachten te vinden.

» Nu, huishuur en mondbehoefte ondergaan er de gevolgen der wet van aanbod en vraag en zijn dan ook buiten alle verhoudingen. Bijvoorbeeld, voor een heel gewoon huisje, met twee plaatsen gelijkvloers en twee plaatsen boven, betaalt men boven de 300 frank huishuur.

» Slechts voor enkele beambten, nagenoeg een vijfde van al de beambten aldaar, is de huishuur niet overdreven, omdat ze zijn gevestigd in de vernepen huisjes der *Compagnie du Nord-Belge*, bestaande enkel uit twee kamers gelijkvloers en één zolderkamer die gewoonlijk dient tot bergplaats van de kleederen en tot slaapkamer voor de ouders en voor de kinderen van beide kanten; de anderen betalen van 22 tot 30 frank per maand huishuur, wat hun een uiterst lastigen toestand berokkent. 't Is dus volstrekt noodig, eene vergoeding wegens verblijfkosten te verleenen aan de beambten in die gemeenten, zonder in acht te nemen dat sommigen in bedoelde huisjes wonen; alleen de duurte der mondbehoefte vergt dien maatregel.

» 6^o Zooals bewezen is in den open brief, door het Verbond der tolbeambten van België gericht tot de heeren Leden der Wetgevende Kamers, zou het pensioen der beambten van den loopenden dienst van het tolwezen, tot en met den graad van luitenant, moeten verplicht zijn op 60jarigen leeftijd en vrij op 55 jaar. Buiten de in dien brief beschreven bezwaren, veroorzaakt door het laatstijdig op pensioen stellen van die beambten, schaadt het merklijk de belangen der Schatkist, alsmede den geregelden gang van den dienst, en belemmert het op betreuwenswaardige wijze de bevordering die al te traag is. Daarenboven laat het Bestuur thans in bediening een aantal ouderlingen boven 65 jaar. Het ware te wenschen dat het Bestuur van stonden aan den maatregel zou invoeren, ambtshalve op pensioen te stellen zodra de ouderdomsgrens is bereikt, opdat zij, die bevordering verwachten, deze eindelijk kunnen bekomen.

» Een luitenant, bijvoorbeeld, die aldus in dienst behouden wordt, belet de bevordering van zes beambten. Een tijdelijke beambte zou aangesteld worden; een tijdelijke zou voor goed benoemd worden; een voor goed

benoemde zou onderbrigadier worden ; een onderbrigadier, brigadier ; een brigadier zou onderluitenant en een onderluitenant luitenant worden.

*
* * *

Een bijzondere klasse van tolbeambten, die bijzondere vragen deden gelden, is die van de verificateurs.

Ziehier den tekst van den brief, aan de leden der Middenafdeeling gezonden door die van Brussel en van Antwerpen, in eigen naam en namens hunne ambtgenooten uit het overige van het land :

« HEER VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» De ondergeteekende verificateurs bij den toldienst zijn zoo vrij, hunne toevlucht te nemen tot uwe welwillendheid om u te verzoeken de goedheid te hebben, middel te schaffen in den toestand waarin zij verkeerren, wat betreft de berekening van het pensioen, dat thans wordt bepaald alsof zij een kantoor dienst hadden.

» Ze zijn nochtans, bij het uitoefenen van hun ambt, volop en gedurig in beweging ;

» Nooit moeten zij een eigenlijk kantoorwerk verrichten ;

» Zij moeten de dienstkleeding dragen ;

» Zij leveren te been een afmattend werk onder de meest onbetwistbaar ongezonde omstandigheden ;

» Zij hebben dus een *loopenden* dienst in den meest volstrekten zin ;

» Zij nemen deel aan het tolttoezicht over dag of 's nachts met beambten van hun bestuur die, bekleed met een hooger en of een lageren graad, het voordeel genieten, dat de ondergeteekenden hopen te bekomen ; daartoe steunen zij op uwen rechtvaardigheidszin.

» De uitsluiting, waarvan zij het slachtoffer zijn, is enkel te begrijpen, omdat de wet van 21 Juli 1844, wier verouderde bepalingen nooit werden herzien, uitgevaardigd werd op een tijdstip dat hun werk niet was wat het nu is, toen de Belgische havens niet uitgerust waren en de spoorwegen om zoo te zeggen nog niet bestonden.

» Met het oog op de uitgaven, zou de maatregel van gering belang zijn en niet onmiddellijk uitwerking kunnen hebben, daar het kader der verificateurs, steeds vrij beperkt, vooralsnu geen mannen bevat, die den vereischten leeftijd hebben bereikt om op pensioen te worden gesteld.

» De ondergeteekenden zijn gemachtigd om te spreken namens al hunne ambtgenooten van het land, die hetzelfde verzoekschrift hebben gezonden aan den heer Minister van Financiën.

» Zij hopen dat gij de gegrondheid en de gematigheid van hun verzoek zult willen inzien en noemen zich, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, uwe zeer ootmoedige en zeer toegewijde dienaars. »

(Handteekeningen)

* *

Wanneer er sprake is van toldienst, dient men niet alleen te denken aan het personeel van dat bestuur, maar ook en vooral aan hen die zijne bemoeiing ondergaan of daarmede in betrekking moeten komen.

Welnu, door de *Handelingen* van 4 Februari 1910 (uittreksel uit de *Beknopte opgave van de verzoekschriften*, bladz. 401, 2^e kolom), kon de Middenafdeeling vaststellen dat « het Landbouweconice van Doornik-Templeuve-Celles den wensch uit, dat de landbouwers, gevestigd binnen de tolstreek, al de aangiften zouden mogen doen bij het gemeentebestuur in de gemeenten waar geen tolkantoor bestaat, en dat de tolstreek verminderd worde van 5 kilometer op 2,500 meter ».

't Is te hopen dat de heer Minister van Financiën eveneens daarvan kennis zal gekregen hebben en dat, zooveel mogelijk, gevolg zal worden gegeven aan den wensch van bedoelde landbouwers. De landbouwers uit al de grensarrondissementen hebben er evenveel belang bij als zij. De tolformaliteiten moeten trapsgewijze verminderd worden, als het kan zijn, want ze moeten nooit eene nuttelooze hindernis zijn of worden voor hen, die daaraan onderworpen zijn.

* *

De Middenafdeeling voor de Begrooting van 1908 had de vraag gesteld, of het geheim stoken van alcohol niet onrustbarend toeneemt en of er dienvolgens geen nieuwe toezichtsmaatregelen onontbeerlijk zijn.

In de huidige Middenafdeeling rees dezelfde vraag op, en wel om dezelfde reden : het mag niet dat de vermindering in het verbruik van alcohol, die door het gansche land wordt toegejuicht en waarlijk maar gebleken is sedert de wet van 1896, waarbij de accijsrechten op alcohol werden verhoogd, feitelijk volkomen uitwerkte, slechts in schijn zou bestaan — en zóo zou het wel kunnen zijn, indien, benevens de gekende en door de statistiek vastgestelde hoeveelheid gedronken alcohol, er nog eene andere zijn moest, namelijk de hoeveelheid alcohol die geheim wordt gestookt! Ongetwijfeld is het toezicht van den fiscus op het stoken ter stokerij streng. Doch wordt er voldoende toezicht gehouden op den uitvoer van den alcohol uit de stokerij? Zouden er, anderzijds, voor het vervoer van den alcohol niet geleibrieven moeten vereischt worden zooals wordt vereischt voor waren waarmede men veel minder moet bekommerd zijn? Zonder volstrekt ja te willen antwoorden, denkt de Middenafdeeling evenwel de aandacht van den heer Minister te moeten vestigen op het groot belang dat een grondig onderzoek van die vraagstukken oplevert.

* *

Het vraagstuk van de denaturcering van den alcohol, bestemd voor ver-

warming en verlichting, is insgelijks van zeer groot belang. Daarom meende de Middenafdeeling den heer Minister van Financiën te moeten verzoeken om mede te deelen wat zijn bestuur thans denkt van bedoelde denatureering.

Zij heeft derhalve den heer Minister de volgende vraag gesteld :

« Hoeverre staat het met het vraagstuk van de denatureering van den alcohol en welken vooruitgang deed het sedert het antwoord van den heer Minister op een soortgelijke vraag van wege de Middenafdeeling belast met het onderzoek van zijne Begrooting voor 1908 ? »

De heer Minister gaf daarop het volgende antwoord :

« In België is de petroleum steeds veel goedkooper dan de alcohol na aftrek van het bedrag van den accijns; daarom blijft het Ministerie van Financiën van gevoelen dat er geen economisch belang pleit om de afschrijving van den accijns toe te staan, mits denatureering, met het oog op het verbruik van alcohol voor verlichting of als drijfkraft.

» Sommige fabrikanten, die in 1902 bedoelde afschrijving hadden bekomen om vaststaande motors te doen werken met alcohol, hebben daarvan afgezien.

» Het denatureeren van alcohol, bestemd voor industrieele doeleinden waarvoor thans afschrijving van accijns wordt toegestaan, is sterk toegenomen : de hoeveelheid gedenatureerde alcohol bedroeg, in 1900, 20,047 hectoliter (op 50°) en 239,000 hectoliter in 1909, of 3 liter 27 per inwoner.

» In Frankrijk bedraagt de hoeveelheid, in 1908, 3 liter 20 (op 50°) per inwoner; in Duitschland, 5 liter. In Zwitserland en in Nederland, waar insgelijks algeheele denatureering wordt toegepast, werden, in 1908, 3 liter 87 en 4 liter 37 gedenatureerde alcohol verbruikt per inwoner.

» Wat er ook van zij, het Ministerie van Financiën houdt zijne aandacht gevestigd op de studiën, die in het buitenland worden voortgezet betreffende het denatureeren van alcohol. Het heeft, namelijk, niet nagelaten uit te zien naar de uitkomsten van de werkzaamheden der Commissie, door de Fransche Regeering aangesteld om na te gaan door welke middelen men het verbruik van gedenatureerden alcohol in de nijverheid en in het gezin zou kunnen doen toenemen. Volgens de bekomen inlichtingen, heeft de Commissie het verslag over hare werkzaamheden nog niet in 't licht gegeven. »

De Middenafdeeling kon enkel akte nemen van dat antwoord.

* *

Wat betreft de beambten van den toldienst, wier huidige bijzonderste wensch schijnt te zijn, ten minste in sommige uitgestrekte dienstkringen, kosteloos verkeer op den spoorweg te bekomen om hunne dienstronde te doen, en waarvan, overigens, op twee plaatsen gewag wordt gemaakt in de

Inleidende Nota van den heer Minister van Financiën bij het ontwerp van de eigenlijke Begrooting, stelde de Middenafdeeling twee vragen. Hier volgen beide vragen met het antwoord op elke harer gegeven :

1^e Vraag.

« Welke bepaalde veranderingen werden, sedert de behandeling van de jongste Begrooting van Financiën en zelfs sedert de behandeling van de voorlaatste, gebracht in de regeling van den accijnsdienst ? »

Antwoord.

« De veranderingen in de regeling van den accijnsdienst, sedert de jongste Begrooting werd goedgekeurd, zijn bepaald bij het koninklijk besluit van 27 Januari 1909.

» Door de afschaffing van de betrekking van ondercontroleur kon men den toestand van de kommiezen der accijnzen en onmiddellijk van die der 1^{ste} klasse merkkelijk verbeteren.

» Anderzijds, mag worden gezegd dat de taak dier beamten over 't algemeen beter is ingedeeld sedert de omwerking van de dienstkringen der contrôle en van de accijnsafdeelingen; deze omwerking was eveneens het gevolg van het afschaffen der betrekking van ondercontroleur. »

2^{de} Vraag.

« Denkt de heer Minister niet dat het vrij verkeer op den spoorweg voor de kommiezen der accijnzen, elk binnen zijnen dienstkring, gebillijkt ware, gezien de huidige regeling van hunnen dienst? Ten minste voor sommige groepen ? »

Antwoord.

« Buiten hunnen hoofdzakelijken dienst, bestaande in het toezicht op de bereidingswerken in de fabrieken, zijn de kommiezen der accijnzen belast, in de gemeenten behoorende tot ieders gebied, met het toezicht op verschillende zaken van fiskalen aard; in zake van grondbelasting en van personeele belasting, patentrecht, vergunningsrecht, enz.

» 't Is klaar dat tot het degelijk uitoefenen van dat toezicht, vooral voor die laatste zaken, het onontbeerlijk is dat de kommiezen der accijnzen zich hoe meer hoe liever begeven in al de gemeenten van hun dienstkring; anderzijds, moeten de bezoeken in de fabrieken, om doelmatig te zijn en volle uitwerking te hebben, onverwachts geschieden op de meest afgewisselde uren; dat zou slecht overeenstemmen met de regelmatige dienstregeling der treinen. Daarom is het, in het belang van de Schatkist, volstrekt noodig dat de huidige wijze van toezicht gehandhaafd worde.

» Er dient verder te worden opgemerkt dat, in uitzonderlijke gevallen, de kommiezen der accijnzen in sommige uitgestrekte omschrijvingen eene

vergoeding wegens reiskosten bekomen of dat het hun toegelaten is, de terugbetaling van huime kosten van reizen naar bepaalde plaatsen te vragen. »

Het valt te betwijfelen of het, wegens de uitgestrektheid van sommige dienstkringen en den leeftijd van sommige aldaar optredende beambten, wel mogelijk is, het door den heer Minister verkozen stelsel zonder de minste afwijking te handhaven overal en voor al de beambten waarvan sprake is. Zijn de beambten daardoor niet verplicht, blijkbaar overdreven voetreizen te doen? De Middenafdeeling verzoekt den heer Minister, de bezwaren, die hij, evenals sommige leden der Middenafdeeling, dienaangaande moet ontvangen hebben, met zijne gekende welwillendheid in overweging te nemen.

*
* *

De Middenafdeeling achtte het nuttig, bij dit verslag te voegen : 1^o de opgave van de maatregelen, in toezaken genomen ten bate van nijverheid en handel, sedert de maand Juni 1884, en 2^o de opgave van de maatregelen, die door de Regeering werden genomen sedert 1894 en tot gevolg hadden de nijverheidstakken, wier voortbrengselen aan accijsrechten onderhevig zijn, aan te moedigen of te bevorderen.

Beide opgaven, alsmede eene derde betreffende de maatregelen in zake van regeling van het gemeentefonds, zijn onder de bijlagen opgenomen.

*
* *

In verband met het vraagstuk van den toldienst komt dit der statistiek van den internationalen handel, waarvan de bijzondere gewichtigheid meer dan ooit in het oog springt, gezien de mogelijkheid van een tariëvenoorlog met Frankrijk.

Hier volgt de vraag en het antwoord betreffende die statistiek :

Vraag.

« Daar de Regeering zelve had vastgesteld dat sommige groote verschillen bestaan tusschen de statistiek van den internationalen handel opgemaakt in België en diezelfde statistiek opgemaakt in den vreemde, — verschillen die van aard zijn om de feiten verkeerd te doen verklaren, — had de Regeering op het Congres van den wereldhandel, dat vóór enkele jaren te Bergen plaats had, het bijeenroepen aangeprezen van eene Commissie bestaande uit de hoofden van de handelsstatistiek in de bijzonderste landen; deze zouden gelast zijn na te gaan welke middelen geschikt zijn om de oorzaken van de vastgestelde verschillen te doen verdwijnen.

- » Wat werd er in dien zin gedaan?
- » Of heeft de Regeering afgezien van dat ontwerp?
- » Zoo ja, waarom? »

Antwoord.

« Bedoelde Conferentie zal vergaderen in den loop van dit jaar.

» Al de vreemde landen, die eene statistiek van hunnen buitenlandschen handel uitgeven, zullen eerlang, door toedoen van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, uitgenoodigd worden om er zich officieel te doen vertegenwoordigen. Aan de bijzonderste landen werd sedert eenigen tijd hunne meening daarover gevraagd, en hunne toetreding is van stonden aan zeker. »

*
* *

Reeds meermaals, wanneer ter Kamer sprake was van de beambten van den fiscus, werd door leden geklaagd, en wel terecht, over de ongehoorde wijze waarop zij soms de overtredingen of de zoogezegde overtredingen der wet vaststellen, over de wijze waarop zij vervolgens hunne processen-verhaal opmaken, en wel met een blijkbaar vooringenomenheid, die dikwijls al te ver wordt gedreven —; die houding wordt hierdoor verklaard, dat zij er soms, uit hoofde van het zoogenaamd stelsel der *premiën*, persoonlijk belang bij hebben, de door hun toedoen ingestelde vervolgingen te zien slagen. Het zou de Middenafdeeling genoeg doen, te mogen vaststellen, bij de openbare behandeling van de Begrooting voor 1910, dat de opmerkingen, vroeger gemaakt betreffende die verschillende punten, door het Ministerie van Financiën in aanmerking werden genomen.

Het zou haar des te meer genoeg doen, daar zij anderzijds, over 't algemeen, de beambten van den fiscus enkel kan gelukwenschen om hunnen ijver voor de belangen van den Staat of beter voor de belangen der Schatkist.

*
* *

De quaestie van de overtredingen der fiskale wetten brengt onvermijdelijk ter tafel, eenerzijds, de straffen, waarmede degenen, die men als overtreders aanziet, worden gestraft, en, anderzijds, het recht dat de heer Minister van Financiën heeft om ze daarvan vrij te stellen door dading.

De straffen zijn vreeselijk en worden terecht gevreesd! Op fiscaal gebied kunnen geen verzachtende omstandigheden aangenomen worden! Evenmin bestaat hier voorwaardelijke veroordeeling! Doorgaans zijn de rechters ook niet vrij, wat aangaat het toepassen van de straf in verhouding tot de gewichtigheid van het misdrijf: de wet machtigt hen niet, een minimum van straf, in stede van een maximum, noch eene straf tusschen een maximum en een minimum op te leggen. Die strengheid is evenwel niet altijd gewettigd, op verre na niet. Ook acht de Middenafdeeling dat er eene verzachting moet aan toegebracht worden. Enkel de wetgever is daartoe bij machte, want het bestuur en de rechtbanken hebben die bevoegdheid niet en kunnen enkel de wet toepassen. Het spreekt echter vanzelf dat het meer

de plicht is van de Regeering dan die van de Wetgeving, te dien einde de noodige maatregelen te treffen.

De Middenafdeeling acht, anderzijds, dat de maatregelen, die de Regeering zou treffen om tot eene berziening te komen van de huidige wetsbepalingen betreffende het recht om eene dading aan te gaan, dat in de bevoegdheid van den Minister van Financiën ligt, door de Kamers gunstig zouden onthaald worden.

Het genaderecht wordt schier niet toegepast op fiscaal gebied, uitgezonderd om de verkeerde schattingen te herstellen, waartoe de overdreven dienstijver en zelfs soms de oneerlijkheid van zekere beampten van den fiscus kunnen aanleiding geven, wat gelukkig zelden voorkomt.

De Minister van Financiën beschikt echter over een ander middel om de strengheid der straffen op fiscaal gebied ruimschoots te verzachten, namelijk het recht van dading, en daarvan maakt hij, evenzeer als zijne achtbare voorgangers, een zeer welwillend gebruik, uitgezonderd — en hier wil de Middenafdeeling niet onderzoeken of hij terecht of ten onrechte handelt — ingeval van geheime stokerij of smokkelarij.

Hij maakt daarvan soms meer gebruik dan de rechtbanken en gerechts-hoven het schijnen toe te laten : want oovermijdelijk moeten soms conflicten ontstaan tusschen de rechterlijke macht, belast met de stipte toepassing der wet, wier tekst niet immer naar behooren den geest doet uitschijnen, en den Minister van Financiën, die door de dagelijksche practijk beseft hoeveel ernstige redenen hem, op fiscaal gebied, kunnen nopen tot het niet weigeren van een vergelijk of eene eervolle dading.

Nu, de tekst zelf der wetsbepalingen, waaruit zijn recht van dading voortspuit, is een verouderde tekst, aldus opgesteld, dat eene overeenkomst niet altijd licht wordt getroffen tusschen den Minister van Financiën, die ongraag onmenschelijk wil zijn tegenover zekere deerniswekkende gevallen, waar de strenge toepassing der straffen (zelfs van het minimum) waarmee de fiskale wetten dreigen, klaarblijkelijk overdreven zou zijn, en tusschen de rechterlijke macht, minder bekend met de beschouwingen die den Minister van Financiën kunnen bewegen en waaraan de rechterlijke macht door den aard zelf harer zending vreemd moet blijven.

Deze wetsbepalingen, die in de algemeene wet van 26 Augustus 1822 geschreven staan, luiden als volgt :

« ART. 229. — Door het Bestuur of op deszelfs last kan tot eene dading overgegaan worden, wat betreft de boete, de verbeurdverklaring of de sluiting van fabrieken, werkhuizen of werkplaatsen, over alle overtreding van deze wet en van de bijzondere wetten op het heffen van de accijsrechten, telkens als er zich verzachtende omstandigheden voordoen en redelijk mag worden ondersteld dat de overtreding moet toegeschreven worden veeleer aan onachtzaamheid of vergissing dan aan een vooraf beraamd inzicht van bedrog.

» ART. 230. — Alle dading is verboden, wanneer de overtreding moet beschouwd worden als kunnende in rechten genoegzaam worden bewezen en wanneer geen twijfel bestaat omtrent het vooraf beraamd inzicht van bedrog. »

Er bestaat natuurlijk reden om die bepalingen te wijzigen en ze beter in overeenstemming te brengen met wat wordt vereischt in de gevallen waarvoor de Minister van Financiën zich bevinden kan. Zijn recht om eene dading aan te gaan zou volstrekt moeten zijn, zoodat het geen tegenspraak zou kunnen dulden.

* *

De wijzigingen, die de inhoud der bestaande fiskale wetten zou moeten ondergaan, zelfs op het enkele gebied van strafrecht, zijn op verre na niet alleen deze waarvan zooeven sprake was.

Een enkel, reeds aangehaald voorbeeld volstaat om dit te bewijzen : ondanks de algemeene rechtsbegrippen, waarbij eenieder strafrechtelijk aansprakelijk is enkel voor zijne persoonlijke daden, ziet men toch burgers — bijvoorbeeld gehuwde mannen — die voor de strafrechtbanken worden vervolgd en veroordeeld wegens overtredingen gepleegd door hunne vrouw buiten hun weten en zelfs in hunne afwezigheid ! Soortgelijke inbreuken op de grondregelen van het strafrecht zouden waarschijnlijk aan eene openbare bespreking in de Kamer niet weerstaan.

Tal van andere wantoestanden zouden moeten verdwijnen. Het ware echter te lang, ze hier op te sommen.

* *

Het zou bovendien moeilijk, of ten minste betrekkelijk onvoorzichtig zijn, de meeste daarvan te doen ophouden zonder eenen eersten voorafgaanden maatregel te nemen, namelijk het verzamelen in één enkel wetboek van al de fiskale wetten, waarmede zich bekommert, bijna elk jaar, de Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van Financiën.

Er dient ook te worden bijgevoegd dat het niet zal volstaan de bestaande wetten te verzamelen en ze te wijzigen voor zooveel het nuttig zal blijken. Men zal insgelijks moeten beletten dat de toestand, waarover thans wordt geklaagd, zich opnieuw zou voordoen, en bijgevolg moet voortaan gezorgd worden voor behoorlijke bekendmaking, klasseering en verzameling van de wetsbepalingen, koninklijke besluiten, ministerieele omzendbrieven of onderrichtingen, bestuurlijke of rechterlijke beslissingen, die eerlang, zoo men er geen acht op slaat, het fiscaal gebied zullen belemmeren en het de burgers zeer lastig maken.

Voor de rechtstreeksche belastingen dagteekent de laatste bestuurlijke verzameling van 1874. Men zal bekennen dat dit wel lang geleden is ! Te meer daar sedertdien een groot getal bepalingen van fiskalen aard door het Parlement werden aangenomen, de eene afzonderlijk, de andere te

gelijker tijd met bepalingen van eenen anderen aard, waaronder diegene welke thans elk jaar in de Begrooting van 's Lands Middelen worden opgenomen. De belanghebbenden loopen erin verloren en kunnen aldus van de bepalingen, die hen betreffen, niet meer behoorlijk kennis hebben.

Het is bijgevolg te hopen, dat de gewenschte en reeds meermaals aangevraagde verzameling niet lang meer zal uitblijven.

*
* * *

Ten gevolge van het onderzoek van hoofdstuk III der Begrooting (Beheer der rechtstreeksche belastingen, tolrechten en accijnzen in de provinciën) kon de Middenafdeeling vaststellen dat geen gevolg werd gegeven aan den reeds meermaals geuiten wensch, den belastingschuldige voortaan, om elke verwarring te vermijden, drie belastingsbrieven te doen geworden : den eersten voor de Rijksbelastingen, den tweeden voor de provinciale belastingen en den derden voor de gemeentebelastingen.

Anderzijds, stelde de Middenafdeeling vast, dat in de waarschuwingsextracten en in de rollen van de rechtstreeksche belastingen wijzigingen van vorm werden gebracht, die waarschijnlijk voor gevolg hebben, een min of meer grooten voorraad van oude waarschuwingsextracten in onbruik te stellen.

Zijn die wijzigingen goed?

Sommigen ontkennen het en redeneeren aldus :

« In de vroegere waarschuwing werd de grondbelasting, aan den Staat » verschuldigd, vermeld in de eerste kolom; de opcentiemen, aan provincie » en gemeente verschuldigd, kwamen voor in de volgende kolom en het » totaal in de laatste.

» Dezelfde orde werd gevolgd voor de personeele belasting en het » patentrecht.

» In de nieuwe waarschuwing staat het totaal in de eerste kolom, het » deel van den Staat in de tweede en de opcentiemen voor gemeente en » provincie in de laatste.

» Dit is niet klaarder dan voorheen, met dit verschil dat, voor de perso- » neele belasting, de belastingschuldige slechts zeer moeilijk zal kunnen » nagaan of zijne belastingen juist berekend zijn. Inderdaad, in de vroegere » waarschuwing gaf men de aan den Staat verschuldigde belasting eerst in » hoofdsom op, daarna de aan den Staat verschuldigde opcentiemen : » 35 % op de huurwaarde en 15 % op de andere grondslagen (wat licht » kon berekend worden). Thans geeft men het globale aandeel van den » Staat op — hoofdsom en opcentiemen samen — waarvan de belasting- » schuldige bijna onmogelijk de juistheid kan onderzoeken.

» Kortom, de wijziging is niet gelukkig en werd door een zeker getal » ontvangers minder goed onthaald.

» Hetzelfde geldt voor de wijzigingen gebracht in de belastingsrol. »

De Middenafdeeling hoopt dat de heer Minister van Financiën over dit alles, den noodigen uitleg zal geven aan de Kamer bij de openbare behandeling der Begrooting.

*
* *

Een vraagstuk, dat het publiek aanbelangt, is dit van de inrichting der kantoren van de ontvangers van de belastingen. Daarover wordt vaak door de belastingsschuldigen geklaagd. En, wanneer men ze soms langen tijd ziet staan wachten, in een klein vertrek, in een gang, ja zelfs op straat, hunne beurt afwachtede om aan het winket te komen, kan men hun geen ongelijk geven.

De ontoereikendheid dezer inrichtingen, bijzonder in sommige groote gemeenten, is het gevolg van den hoogen huurprijs. Daar de ontvangers zelf den last daarvan moeten dragen, maken zij dezen zoo licht mogelijk, en het is hun tamelijk onverschillig dat het publiek, hetwelk op hun kantoor moet komen, dit niet erg geriefelijk vindt. Weliswaar wordt soms eene vergoeding voor huisvesting betaald; zij kan een derde van den huurprijs bedragen en wordt verleend wanneer de huurprijs al te hoog is.

Die tusschenkomst van den Staat volstond tot nog toe niet om de belastingsschuldigen alle reden van klagen te ontnemen. Daarom vestigt dit verslag de aandacht van den heer Minister van Financiën op dien toestand. De ontvangers van de belastingen, zegt men soms, verkeeren in een toestand die te vergelijken is bij dien van de postmeesters; aan dezen verschaft de Staat een huis met kantoor en doet tevens de huur betalen van die gedeelten van het huis die klaarblijkelijk voor hen zelve, hun privaat en persoonlijk gebruik bestemd zijn. Daaruit besluit men over 't algemeen dit: « Waarom zou de Staat, vertegenwoordigd door het Departement van Financiën, niet handelen tegenover de ontvangers van de belastingen, zooals hij handelt, vertegenwoordigd door het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, tegenover zijne postmeesters? » Zonder deze oplossing bepaald voor te staan, hecht de Middenafdeeling eraan, den heer Minister van Financiën en zijn beheer aan te raden haar te onderzoeken — althans voor zekere gevallen van bijzonder belangwekkenden aard.

Weliswaar kan een ernstig bezwaar tegen deze oplossing aangevoerd worden: zoo de Staat zijne ontvangers huisvesting verstrekke, zou hij misschien eerst huizen daartoe huren, doch weldra zou hij er bouwen en zouden de gehuurde huizen, en gewis de huizen die op kosten van de belastingsschuldigen zouden worden gebouwd, veel prachtiger zijn dan het behoort. Hieromtrent is het voorbeeld van het Departement van Spoorwegen afdoende. Het valt dan ook licht te begrijpen dat de heer Minister van Financiën niet haastig is om dien weg in te slaan.

Wat er ook van zij, naar de klachten van het publiek moet worden geluisterd en dit zal dan ook zonder twijfel geschieden.

* .

Hoofdstuk IV van de Begrooting betreft het Beheer van registratie en domeinen, waarvan de dienst der hypotheeken afhangt. Hieromtrent achtte de Middenafdeeling het noodig, den heer Minister de volgende vraag te stellen :

Vraag.

« Hoever staat het met de splitsing der groote hypotheekkantoren, inzonderheid van die te Brussel? »

Antwoord.

« Een wetsontwerp, houdende splitsing van het hypotheekkantoor te Brussel, zal eerlang worden ingediend.

» De Regeering verklaarde destijds (zie stuk n° 460 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1907-1908, antwoord op de eerste vraag) dat zij van meening was dat er redenen bestonden om den uitslag van de proef te Brussel af te wachten, alvorens andere hypotheekkantoren te splitsen. »

Het worde hier herhaald dat, sedert 1901, ter Kamer een wetsvoorstel werd ingediend door de heeren Hoyois en medeleden, houdende splitsing van de verschillende groote hypotheekkantoren van het land; dit voorstel werd aangenomen door de Bijzondere Commissie, die het onderzocht, en een gunstig verslag werd uitgebracht op 10 April 1908. Bij de behandeling der Begrooting van Financiën, waarmede het in nauw verband staat, zou het met vrucht kunnen worden besproken. In elk geval, ware het te wenschen dat het door den heer Minister aangekondigd ontwerp over de splitsing van het hypotheekkantoor te Brussel tijdig genoeg wordt overgelegd om door de Kamer te worden onderzocht, te gelijker tijd als de Begrooting van Financiën.

De heeren Hoyois en medeleden dienden ook, op 5 Mei 1900, een wetsvoorstel in, houdende wijziging van het hypotheekstelsel zelf, ten einde werkelijke vereenvoudiging en tevens meer veiligheid in het belang van het publiek tot stand te brengen.

Reeds in 1901 zegde het verslag van de Middenafdeeling over de Begrooting van Financiën :

- « In ons stelsel heerscht verwarring en onzekerheid.
- » Overdrachten bij sterfgeval, deelingen zonder opleg, huwelijksche voorwaarden en tal van andere akten ontsnappen aan de hypothecaire overschrijving.
- » De wijze van bepaling, ingevoerd bij de wet van 16 December 1854 en waarbij de goederen in de akten slechts worden aangeduid door hunnen aard en hunne ligging, voegen bij deze leemten eene ondoor-dringbare duisterheid.

» Daaruit volgt dat de opzoeking van titels van eigendom en het
 » opmaken van staten van lasten met onoverkomelijke bezwaren gepaard
 » gaan. Ook gebeurt het zelden dat men volledige inlichtingen vindt,
 » alleen met behulp van de hypothecaire bescheiden.

» Wanneer men den hypothecairen toestand van de goederen van een
 » burger verlangt te kennen, is het niet voldoende zijnen naam op te geven.
 » Men moet er den naam bijvoegen van de vorige eigenaren gedurende de
 » laatste dertig jaar, ja zelfs tot 1 Januari 1852, omdat er nog wettelijke
 » inschrijvingen zouden kunnen bestaan. En dan zelfs is het nog niet zeker
 » dat het getuigschrift volledig zal zijn, want er bestaan tal van oorzaken
 » van ontzetting, die de verbreking der overeenkomsten kunnen voor gevolg
 » hebben en waarvan geen spoor te vinden is in de hypothecaire
 » bescheiden. Deze maken de derde personen niet bekend met de redenen
 » van mogelijke verbreking, noch met de onbekwaamheid der partijen,
 » noch met de onbeschikbaarheid der goederen, enz.

» De moeilijkheden groeien nog aan en de taak wordt nog driemaal
 » lastiger gemaakt, doordien de opzoekingen worden gedaan in eeuwen-
 » oude aanwijzers, behelzende duizenden, zelfs honderd duizenden van
 » namen, behoorende tot verdwenen geslachten. De namen van het hui-
 » dige geslacht staan in onbeschrijfelijke wanorde oudereen met die van
 » de voorouders, en niets laat toe de levenden van de dooden te onder-
 » scheiden. »

Ten slotte leest men in hetzelfde verslag :

« De aandacht der Middenafdeeling werd bijzonder gevestigd op de
 Nederlandsche hypothecaire wet en op de voordeelen van eene regeling
 waarbij de dienst van het kadaster nauw verbonden is met de inrichting
 der hypotheeken. Daarom richtte zij tot de Regeering de volgende vraag :

Vraag.

« Acht de Regeering niet dat er grond toe is om over te gaan tot eene
 herziening van het kadaster, derwijze dat elk perceel als 't ware een bur-
 gerlijken stand zou krijgen? Aldus zou elke belanghebbende onmiddellijk
 kunnen worden ingelicht over de hypotheeken die een erf belasten.

» De Middenafdeeling doet aanmerken dat reeds in Nederland dergelijk
 stelsel werd ingevoerd. (*Zie wetsvoorstel van den heer Hoijois.*)

» Welke is de meening van de Regeering over deze hervorming ? »

Antwoord.

« De Regeering is niet in staat, op deze vraag te antwoorden ; daartoe
 is noodig eene grondige studie van wege het Ministerie van Financiën en
 van Openbare Werken, alsook van wege het Ministerie van Justitie.

» In Nederland staat inderdaad de inrichting van het kadaster in nauw
 verband met die van het hypotheekstelsel. »

En het verslag over de Begrooting van 1901, na dit antwoord van de Regeering te hebben overgenomen, vervolgt :

« Het antwoord van de Regeering stond voor verscheidene leden der Middenafdeeling gelijk met een weigering.

» Het oogenblik schijnt nochtans gekomen om ons gebrekkig en verouderd hypotheekstelsel te wijzigen.

» Een wetsvoorstel van den heer Hoyois, overgelegd op 5 Mei 1900, opent den weg voor deze noodige hervorming. Dit voorstel steunt hoofdzakelijk op de Italiaansche, Duitsche en Nederlansche hypotheekwetten; het tracht, op het gebied van hypotheeken, eene betere wijze en betere regelen van openbaarheid in te voeren en tevens de partijen en de overgaande of belaste goederen nader de bepalen.

» De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de Regeering dit vraagstuk van het hoogste belang ernstig zou bestudeeren en, zoo spoedig mogelijk, aan de Kamer een volledig wetsontwerp over deze zaak indienen. »

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Financiën voor het dienstjaar 1908, verklaarde zich aan te sluiten bij den wensch der vroegere Middenafdeeling. Nochtans dacht zij er te moeten bijvoegen dat, « zoo het ontwerp van hypothecaire hervorming min of meer » kiesche vraagstukken opwerpt, waarover uiteenlopende meeningen » kunnen bestaan, er gemakkelijk te verwezenlijken nieuwigheden zijn, » waarover iedereen het eens zou wezen en waarvan de spoedige verwezen- » lijkings des te wenschelijker schijnt daar de hypotheekantoren hoe » langer zoo meer worden overlast en de opzoekingen voor de hypotheek- » bewaarders van dag tot dag moeilijker worden, gevaarlijker voor hen en » voor het publiek. Onder die nieuwigheden komt, onder andere, voor : » betere bepaling van goederen en partijen, vaststelling van een tijdperk — » 30 jaar, bijvoorbeeld, — waarop alleen de staten van lasten dienden van » toepassing te zijn, vereenvoudiging in de schrifturen en andere maat- » regelen van gelijken aard, in geen deele rakend aan de beginselen » waarop ons huidig hypotheekstelsel berust. »

Nochtans werd sedertdien, voor zoover de Middenafdeeling daarvan weet heeft, niets gedaan in hierboven aangeduiden zin. De toestand is dezelfde gebleven.

Zal zulks nog lang blijven voortduren? Waarschijnlijk, neen. Des te meer, daar de Middenafdeeling vernomen heeft dat de Bijzondere Commissie, aangesteld naar aanleiding van het wetsvoorstel der heeren Hoyois en medeleden, den tekst van een voorontwerp heeft opgemaakt, dat nu aan het onderzoek van den heer Minister van Financiën is onderworpen.

Dit voorontwerp, dat, naar het schijnt, niet uitgebreid is, zou, binnenkort, de Kamer tot onderzoek kunnen voorgelegd worden; want, ofschoon het van belang is op practisch gebied, dan toch is het niet van aard om aanleiding te geven tot lange beraadslagingen.

*
* *

De Commissie, waarvan even sprake, mag niet worden verward met diegene, bedoeld bij artikel 34 der Begrooting en voor welke, sedert verscheidene jaren, een jaarlijksch krediet van 8,000 frank wordt aangevraagd. Deze tweede Commissie, benoemd buiten het Parlement, heeft ten doel het bestudeeren van de herziening der wetten op de registratie-, zegel-, hypotheek- en successierechten. Naar het schijnt, zullen hare werkzaamheden nog verscheidene jaren duren. De Middenafdeeling vroeg zich af, of het niet mogelijk ware die werkzaamheden derwijze te splitsen, dat, naarmate de Commissie over een der vier aan haar onderzoek opgedragen deelen voorstellen doen kon, men deze voorstellen, afzonderlijk en zonder verwijl, bij wijze van wetsvoorstellen, aan het onderzoek der Kamers zoude kunnen onderwerpen. Uit inlichtingen, door den verslaggever van de Middenafdeeling ingewonnen, blijkt dat bedoelde Commissie van meening is dat hare werkzaamheden slechts op voorstellen, die den ganschen samenhang omvatten, behoorlijk kunnen uitloopen; niettegenstaande de verscheidenheid van de fiskale vraagstukken, die zij moet onderzoeken, zijn deze laatste beheerscht door algemeene regelen die gemeen moeten zijn; zooniet loopt men gevaar, op dat gebied soms tegenstrijdigheden of gebrek aan overeenstemming tot stand te brengen of, in andere gevallen, te handhaven, zonder zulks te kunnen rechtvaardigen. Anderdeels spreekt het vanzelf dat bedoelde herziening invloed hebben kan op de ontvangsten der Openbare Schatkist en deze kan benadeelen, indien de mogelijke vermindering van rechten op zekere zaken geene evengroote vergoedingen op andere medebrenge.

Wat er ook van zij, het is te wenschen dat de werkzaamheden van gezegde Commissie zoo spoedig mogelijk worden voortgezet, vooral daar de vermindering van de gerechtskosten daarvan, in zekere mate, afhangt.

*
* *

Hier dient te worden opgemerkt dat het personeel van het kadaster aan de Middenafdeeling een exemplaar heeft overgemaakt van het verzoekschrift, dat het reeds rechtstreeks naar den heer Minister van Financiën had gestuurd, ten einde eene verdere toestandsverbetering te bekomen. Dit verzoekschrift zegt dat : « op het ontwerp van begrooting voor 1910 een » krediet is uitgetrokken, dat 47,000 frank meer bedraagt dan het krediet » voor 1909 — welke som dienen moet tot regeling van den toestand » waarin verkeerden 23 landmeters, die, in 1904, buiten het bepaalde » kader werden benoemd ». Dat verzoekschrift stelt ook vast dat de wijziging, door gezegd personeel voorgesteld, het door den heer Minister van Financiën voorgedragen krediet zou verhoogen met 74,100 frank.

*
* *

De dienst van het zegel hangt eveneens af van het Beheer van registratie en domeinen.

Hij verwekte onlangs eenig gerucht. Verscheidene beambten van dien dienst te Brussel verschenen vóór de strafrechtbank.

Overtuigd dat, niettegenstaande de rechterlijke uitspraak, sommige onvolmaaktheden in dien dienst werden waargenomen; eveneens overtuigd dat, wegens die gebrekkige inrichting, de Schatkist van soms aanzienlijke inkomsten kon beroofd zijn, vooral eer die vervolgingen werden ingesteld, achtte de Middenafdeeling het noodig tot den heer Minister de volgende vraag te richten :

Vraag.

« Welke onvolmaaktheden werden er in den dienst van het zegel waargenomen, naar aanleiding van zekere zaak die, vóór de strafrechtbank van het arrondissement Brussel, haar beslag kreeg, en welke maatregelen werden er genomen om zulks te verhelpen? »

Antwoord.

« Artikel 79 van het Zegelwetboek van 25 Maart 1894 verleent aan de belanghebbenden, die ongebruikte, met het buitengewoon zegel bekleede papieren bezitten, het vermogen om « de geheven rechten te doen gelden » op andere papieren die zij rechtstreeks ten kantore van de hoofdplaats » der provincie aanbieden om ze te doen zegelen ».

« Ten kantore van Brussel was men gewoon dien tekst in een ruime, doch onwettelijke mate toe te passen; men ging zelfs zoo ver dat men de rechten, geheven op ongebruikte papieren, liet terugbetalen in geld. Anderdeels, werden die papieren ook niet bewaard en van de gedane verrichting bleef op het kantoor geen spoor over; zoodat elk nazicht onmogelijk was.

» Dat gaf aanleiding tot de misbruiken, door het rechterlijk onderzoek in bedoelde zaak bekendgemaakt.

» Eene ministerieele onderrichting van 14 December 1908 schreef voor dat men artikel 79 opnieuw moet strikt naleven; tevens werden maatregelen genomen om elke aftrekking van rechten schriftelijk ten kantore vast te stellen en aan het gewone nazicht te onderwerpen. »

De Middenafdeeling hoopt dat de ministerieele onderrichting van 14 December 1908 al de gevolgen hebben zal, die de heer Minister ervan verwacht. In elk geval is zij zoo vrij zijne aandacht te vestigen op de noodzakelijkheid, ze in het gansche land strikt te doen naleven.

*
* *

Daar de Nationale Bank met den Staat, in dit geval vertegenwoordigd

door den heer Minister van Financiën, betrekkingen heeft, waardoor hij haar wijzen kan op verbeteringen die kunnen ingevoerd worden wat betreft de kredietinrichting, achte de Middenafdeeling het onontbeerlijk, in het belang van den middenstand — wiens toestand steeds meer, en terecht, den wetgever bekommert — de onderhandelingen van de voorgaande Middenafdeeling met den heer Minister van Financiën opnieuw aan te knopen. Dat gaf aanleiding tot de volgende vraag en het volgende antwoord :

Vraag.

« Verleden jaar antwoordde de heer Minister van Financiën aan de Middenafdeeling, die belast was met het onderzoek zijner begroting, als volgt :

« Een Bestuur werd onlangs tot stand gebracht bij het Ministerie van » Nijverheid en Arbeid, onder den naam van Ambt voor Ambachten en » Neringen, namelijk met het doel de kredietinstellingen ten dienste van » ambachtslieden, kleine patroons en winkeliers te bestudeeren. (Konink- » lijk besluit van 25 Maart 1908, art. 5 en 6.) Kon die studie uitkomen » op een ontwerp van inrichting van het klein krediet, het Ministerie van » Financiën zou eene poging doen om het klein krediet in België te helpen » redden uit den minder gunstigen toestand waarin het thans verkeert. »

« Hoever is de in bovenstaande antwoord bedoelde studie gevorderd? En wanneer zal het Ministerie van Financiën de noodige pogingen aanwenden om den minder gunstigen toestand te verhelpen, waarin het klein krediet in België verkeert? »

Antwoord.

« Het Ministerie van Nijverheid en Arbeid heeft den Hoogereren Raad van Ambachten en Neringen een eerste ontwerp aangeboden van standregelen eener vereeniging voor beroepskrediet, steunende op onderlinge en onbeperkte verantwoordelijkheid; daarenboven zal den Raad worden voorgelegd een ander voorontwerp van statuten voor eene kredietvereeniging, steunende op het beginsel van beperkte verantwoordelijkheid. De reeds aangevangen studiën zullen geregeld worden voortgezet.

» Ik kan dus, vooralsnu, enkel verwijzen naar het antwoord dat ik verleden jaar aan de Middenafdeeling heb gegeven.

» Nochtans vestig ik uw aandacht, wat het klein krediet betreft, op den maatregel onlangs door de Nationale Bank getroffen, waarbij het minimumbedrag van de voorschotten in loopende rekening op effecten, tot onderpand gegeven en door den Staat gewaarborgd, wordt verminderd tot 2,000 frank.

» Daaruit volgt dat men, op een nominaal kapitaal van 2,700 frank Belgische rente, in bewaring gegeven en interest opbrengende, voorschotten bekomen kan doorgaans tegen niet meer dan 3 %.

» Het kapitaal kan in bewaring worden gegeven hetzij te Brussel, hetzij

bij de hulpbank te Antwerpen, of bij welk ander agentschap buiten de hoofdstad.

» Het minimum der lichtingen door middel van chèques, alsook dat der stortingen is op 100 frank gebracht.

» Zij die eene loopende rekening hebben, kunnen, onder andere, alle stortingen, welke op hunnen naam in om 't even welk postkantoor werden gedaan, op hun krediet doen brengen.

» Al deze bepalingen te zamen zijn, voor den middenstand, een merkelijke vooruitgang in zake van kredietinrichting. »

De Middenafdeeling wenscht vurig dat, op het gebied van krediet, nog andere, zeer gewichtige verbeteringen binnenkort worden ingevoerd. Voor den middenstand is de huidige toestand niet bevredigend genoeg om nog lang te kunnen voortduren.

*
* *

De Middenafdeeling heeft insgelijks het onderzoek aangevangen van twee zaken van verschillenden aard, die veeleer tot de Begrooting van 's Lands Middelen dan tot die van Financiën behooren. Dienaangaande richtte zij zelfs vragen tot den heer Minister van Financiën, die er welwillend op antwoordde. Daar die vragen en antwoorden eerder vreemd schijnen aan de Begrooting van Financiën, wordt hieronder de tekst daarvan overgenomen zonder verdere opmerkingen. Die tekst luidt :

1^o Vraag.

« Zou de Regeering zoo goed willen zijn aan de Middenafdeeling te doen weten, aan welke voorwaarden, in den vreemde, is onderworpen de uitgifte van leeningen in andere landen? »

» Denkt zij niet dat het nuttig zou zijn, enkele maatregelen te nemen tot bescherming van 's Lands spaargeld en van de Belgische waarden tegen het misbruik der uitgiften van effecten van vreemde steden, provinciën of landen? »

Antwoord.

« In België is het eigenaardige van het van kracht zijnde stelsel, dat de fondsen van vreemde landen, uitgegeven of in omloop in het land, bijna algeheel vrijdom van fiskale rechten genieten. Eenerzijds, toch, is het zegelrecht, bepaald door de artikelen 12 en 14 van het Zegelwetboek, slechts dan eischbaar, wanneer bedoelde effecten vrijwillig tot zegeling worden aangeboden of wanneer er in België gebruik van wordt gemaakt (zelfde Wetboek, artikel 15); anderzijds, is het aangenomen dat noch de uitgifte in ons land, noch de verhandeling ter Beurs dusdanig gebruik uitmaken (zie de verklaring van den heer Beernaert, Minister van Financiën, tijdens de bespreking in den Senaat van voornoemd artikel 15. *Hand. der Kamer*, zittingsjaar 1890-1891, bl. 409).

» De tot hiertoe verkregen inlichtingen laten toe, de volgende aanwijzingen te geven omtrent het fiscaal stelsel, in deze aangenomen in sommige landen :

» In *Frankrijk* mag de verhandeling of de tekoopstelling van rentetitels, leeningen en andere openbare effecten van vreemde Mogendheden niet plaats hebben, als na voorafgaande betaling van een zegelrecht van 2 t. h. op de nominale waarde (wet van 28 December 1893, art. 3). Daarenboven geeft elke beursverrichting tot aankoop of verkoop, tegen gereed geld of bij termijnen, van genoemde waarden, aanleiding tot heffing, op het bordereel van de verrichting, van een recht van 5 centiemen per 1,000 frank van haar bedrag, berekend naar het bedrag der verhandeling (wet van 28 April 1893, art. 28).

» In *Duitschland* zijn onderworpen aan een recht van 1 t. h. op de nominale waarde de rentetitels en schuldbrieven van vreemde Mogendheden, wanneer zij worden overgedragen, verkocht of verpand binnen het federaal grondgebied, wanneer zij het voorwerp zijn van elke andere akte tusschen levenden of aanleiding geven tot betalingen (wet van 13 Juli 1909, 1^{ste} artikel).

» In *Italië* zijn de titels van vreemde leeningen, naar kracht van de wet van 13 Juli 1909, onderworpen aan een zegelrecht van 1 of 2 t. h. van hunne nominale waarde, naar gelang zij uitgegeven zijn door den Staat of wel door gemeenten, provinciën of vennootschappen. Zij mogen niet het voorwerp zijn van eenige verrichting, noch ter Handelsbeurzen, noch bij de Kamers voor schuldvergelijking, banken en instituten, zonder vooruitbetaling van het recht.

» In *Engeland* zijn de Bonds, over 't algemeen, thans onderworpen aan een zegelrecht van 1/2 t. h., welk recht op 1 t. h. werd gebracht door de begrooting die door de Kamer der Lords niet werd aangenomen.

» In *Portugal* mogen de vreemde openbare fondsen niet worden genoteerd, zonder voorafgaande betaling van een recht van 1 t. h. op de nominale waarde.

» De Regeering heeft ter studie gelegd een ontwerp van aanslag der uitgiften van vreemde effecten, in België gedaan. »

2^{de} Vraag.

« Denkt de Regeering eerlang, in het belang van den kleinhandel, andere hervormingen in het huidig patentstelsel in te voeren, buiten diegene welke zij voorstelde bij het jongste ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen? Waarin zullen die hervormingen bepaald bestaan? »

Antwoord van den heer Minister van Financiën :

« In mijne redevoering ter Kamer, van 16 December 1908, kondigde ik aan, dat ik vanzins was, achtereenvolgens al de zwakke punten onzer

wet op het patentrecht te verbeteren; ik wees, in 't bijzonder, op de herziening van de maximumbelasting. Na dit bijzonder vraagstuk te hebben doorgrond, heb ik sommige bepalingen dienaangaande opgenomen in de wet van 's Lands Middelen voor het huidig dienstjaar.

» Ik houd mij gedurig bezig met de gedeeltelijke verbeteringen, die in onze fiskale wetgeving kunnen gebracht worden, naarmate de ondervinding en de practijk het nut daarvan doen uitschijnen. Doch ik kan ze niet aankondigen, vooraleer zij nauwkeurig genoeg zijn bepaald om ze in een wetsontwerp uit te drukken. »

*
* *

Al zijn de vraagstukken betreffende het innen van taxes en fiskale rechten, die nochtans ook tot de bevoegdheid van den heer Minister van Financiën behooren, veeleer in verband met de Begrooting van 's Lands Middelen dan met die van Financiën, dan toch meende de Middenafdeeling, vermits de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1910 reeds is goedgekeurd, niet te mogen nalaten, op hare beurt verzet aan te teekenen, zooals reeds van alle zijde werd gedaan, tegen de fiskale nieuwigheden, zoo erg voor ons, die het Fransch Parlement wil invoeren en die onze landgenooten terecht ontroeren.

Deze nieuwigheden bedreigen, in de hoogste mate, de Belgische belangen, vooral die van onze arbeidersklasse: zoowel die van onze werklieden welke de kostbare hulp hunner beroepsbehendigheid verleen en aan talrijke Fransche nijveraars, als die van de duizenden werklieden welke in België arbeiden voor nijverheidsinrichtingen welke voortbrengselen men voortaan, wegens de verhooging van invoerrechten, niet meer naar Frankrijk zal kunnen uitvoeren of, ten minste, aldaar op behoorlijke wijze verkoopen.

De Middenafdeeling is overtuigd dat de Regeering, onder die droevige omstandigheden, niets zal verwaarloozen om onze nationale belangen behoorlijk te verdedigen en al het noodige doen zal om ze doelmatig te vrijwaren. Zij wenscht dus dat alle partijen haar hunne vaderlandlievende medewerking verleen en om haar in die zoo lastige taak bij te staan.

*
* *

Het ontwerp van Begrooting, in stemming gelegd, werd door al de aanwezige leden eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
Jos. HOYOIS.

De Voorzitter,
ALP. HARMIGNIE.

BIJLAGEN.

Opgave van maatregelen genomen, in toezaken, in het belang van nijverheid en handel, sedert de maand Juni 1884.

Koninklijk besluit van 4 December 1884.

Tijdelijke vrijstelling van invoerrechten voor wasdoek bestemd om te worden gedrukt en veranderd in tapijt voor den uitvoer.

Wet van 11 Juni 1887.

Vrije invoer van azijnzuur voor nijverheidsdoeleinden.

Koninklijk besluit van 18 November 1887.

Toepassing van den regel van fictieve stapelplaats op het versch in ijs bewaard vleesch.

Koninklijk besluit van 3 September 1888.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Charleroi.

Wet van 30 Juli 1889.

Vermindering van de minimum-hoeveelheid wijn, brandewijn en likeur, aanvaard bij het binneubringen in en het weghalen uit de openbare stapelplaatsen.

Wet van 30 Januari 1892.

Machtiging, aan de Regeering, om een bijkomend recht te stellen op de voortbrengselen die bij den uitvoer uit de landen van herkomst premie genieten.

Koninklijk besluit van 2 October 1892.

Oprichting van eene openbare stapelplaats en van een tolkantoor te Aalst.

Wet van 12 Juli 1895.

Wet houdende, onder andere :

Ontheffing van bakenrechten voor de zeeschepen ;

Afschaffing van invoerrechten op cacao in boonen, op cacaopellen en cacaohoter; — op oud ijzer, onbewerkt blik (vertind ijzer), gelooide en hard gedroogde geite- en schapevellen en gewitlooide en hard gedroogde geitjesvellen;

Aanzienlijke vermindering van invoerrechten op timmer- en meubelmakershout (behalve eiken- en notebomenhout) in de schors of ongezaagd en gezaagd op 5 centimeter dikte en minder; — katoenen en wollen garens; — ruw gietijzer; — gegoten staal uit den ruwe bewerkt; — katoenen en wollen weefsels; — gesneden of toebereide walvischbaarden, daaronder begrepen nagemaakte baleinen in hoorn, enz.; — houten bobijnen om naaigaren op te winden voor den verkoop in 't klein; — toebereidsels voor kunstbloemen, zooals: kelkbladen, heidekruid in banden, bloemkelken, stijve draden, stampertjes, vruchtknopjes, buisjes in stof en in caoutchouc, enz.

De wet van 12 Juli 1895 machtigt bovendien den Minister van Financiën, onder de *Verschillende voortbrengselen voor de nijverheid, belastbaar met 5 t. h. ad valorem*, te rangschikken de artikelen opgesomd onder de afdeling *Kramerij en ijzerkramerij* — belastbaar met een recht van 45 t. h. *ad valorem* (tegenwoordig 13 t. h.) — en noodig tot het voltooien van andere voortbrengselen.

Deze maatregel werd toegepast op de koopwaren hierna vermeld, te weten :

Schoenmakerstoelbehooren in karton, zooals hielbelegstukken, geboorde leeren, vooreinden, enz. (Besluit van 22 Mei 1896, R. 2362);

Leeren toebehooren dienende tot beslag voor mandenmakerswerk. (Beslissing van 16 Juli 1895, R. 2313);

(Kleine) toebehooren in gemeen metaal voor het vervaardigen van bretels, kousebanden, uitgezonderd oogjes en gespen met tongen of met haakjes. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

Toebehooren voor dasspelden, bestaande uit een plaatje glas waarop is geplakt een velletje paarlemoer met teekeningen en opschriften erop. (Besluit van 13 September 1897, R. 2445);

Spangen, knopen en klinkbouten in gemeen metaal tot het vervaardigen van planchetten voor de korsetten. (Besluit van 26 Maart 1908, R. 2871);

Sluitspangen in met holtten gesmeed ijzerblik voor gordels. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

Ringen met beenen samenvoegingen, dienende tot het monteeren. (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2353);

Gewrongen strooken papier dienende om koorden, garens, dubbeldraden,

enz., te vervangen in zekere nijverheidslakken als mutsen- en modewaren, boekbinden, enz. (Besluit van 14 December 1898, R. 2517);

Celluloïd-ballen, dienende tot het vervaardigen van kammen, spelden, enz. (Besluit van 3 April 1907, R. 2845);

Sluitringen of sluitgespen tot het vervaardigen van schoeisels. (Besluit van 7 October 1897, R. 2448);

Houten kapjes voor het aaneenplakken van kurken, houten, beenen of porseleinen verbindingstukken, beenen of porseleinen ringen voor het monteren van tullen. (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2353);

Kapjes in tin, lood of meungsel van tin en lood, voor het stoppen van flesschen, potten of ander vaatwerk. (Besluit van 9 November 1895, R. 2342);

Lijmstof-platen voor het vervaardigen van prenten. (Besluit van 26 Juli 1906, R. 2782);

Houten spieën voor schoeisels. (Besluit van 13 Maart 1907, R. 2814);

Omslagen voor boeken, in gebloemd, zilverkleurig, goudkleurig papier, enz. (Besluit van 26 Maart 1908, R. 2871);

Dopjes in gemeen metaal voor baleinen van keurslijven en snoeren of veeren voor toilet. (Besluit van 13 Maart 1907, R. 2814);

Boekhaken, met of zonder omlijsting, in metaal, in metaal en been, enz., voor boekenomslagen. (Besluit van 23 November 1898, R. 2510);

Sluithaken met drukking voor dassen. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

Nestels in gemeen metaal voor veters. (Besluit van 10 Juli 1905, R. 2781);

In stukken gesneden micabladen of platen voor versiering van stoven, lampekappen, waaiers, enz. (Besluit van 16 Juli 1895, R. 2313);

Vormen voor houten knopen en passementwerk. (Besluit van 7 October 1877, R. 2448);

Kleingoed : prenten, in stukken gesneden randen en metalen loovertjes voor modeversierselen. (Besluit van 24 December 1895, R. 2347);

Potlooderts voor potlooden. (Besluit van 21 Augustus 1896, R. 2379);

Monturen van waaiers. (Besluit van 24 December 1895, R. 2347);

Kleine versierselen in tot brillant geslepen metaal voor de versiering van kammen. (Besluit van 26 Mei 1900, R. 2574);

Kleine metalen versierselen bestemd om ingewerkt te worden in hoornen en cellulölen platen, enz., dienende tot het vervaardigen van geldbuidels, boekenomslagen of andere dergelijke voorwerpen. (Besluit van 31 Januari 1898, R. 2468);

Kleine houten buisjes dienende tot monteering van muziek-ballons. (Besluit van 2 Maart 1896, R. 2353);

Houten handvatsels of hechten bestemd tot het maken van springkoorden. (Besluit van 6 Februari 1901, R. 2612);

Pomeransen van biljartkeus. (Besluit van 3 April 1907, R. 2845);

Kurken wielen om glas te polijsten. (Besluit van 9 November 1895, R. 2342);

Kartonnen schachten voor pantoffels. (Besluit van 25 Mei 1898, R. 2489.)

Onder andere maatregelen uitgevaardigd in het belang van den landbouw, vestigde dezelfde wet invoerrechten op boter, margarine en haver; het invoerrecht op de boter had voor gevolg, het ontstaan der samenwerkende melkerijen te begunstigen.

Ook heeft deze wet invoerrechten geheven van meel- en moutsoorten en ze doen opwegen tegen de uitvoerpremiën, aan deze voortbrengselen in het buitenland verleend.

Koninklijk besluit van 12 Juli 1895.

Toelating om de haver en het meel onder het regiem van fictief stapelhuis te plaatsen.

Koninklijk besluit van 11 September 1895.

Toelating tot tijdelijke weghaling, met gedeeltelijken vrijdom van de invoerrechten, van stalen roeden om tot gegalvaniseerde of ongegaltaniseerde draden, tot speldnagels of tot kunstdoornen verwerkt te worden voor den uitvoer.

Omzendbrief van 20 September 1895.

Toelating om ontvangen rechten op postpaketten terug te betalen, die aan den bestemming niet werden besteld en naar het buitenland werden teruggezonden.

Koninklijk besluit van 23 September 1895.

Toelating om kunstreuzel onder het regiem van fictief stapelhuis te plaatsen.

Koninklijk besluit van 22 September 1896.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Thienen.

Koninklijk besluit van 3 November 1896.

Tijdelijke weghaling uit het openbaar stapelhuis, met *gedeeltelijken* vrijdom der invoerrechten, van de enkele ongebleekte garens van katoen, bestemd om getwijnd te worden voor den uitvoer.

Omzendbrief van 7 November 1896.

Invoer, met *gedeeltelijken* vrijdom van rechten, van katoengarens bestemd om verwerkt te worden tot weefsels voor den uitvoer.

Wet van 30 December 1896.

De wet voor de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1897 vermindert het invoerrecht op de gezaagde balken.

Artikel 1 van deze wet machtigt den Minister van Financiën om in de reeks der *Verschillende voortbrengselen voor de Nijverheid*, — waarop het recht van 5 t. h. *ad valorem* wordt geheven, — te rangschikken de artikelen van het toltarief, waarvan onder eene andere afdeeling een hooger recht wordt geheven en die bestemd zijn om aangewend te worden bij werktuigen, toestellen of gereedschappen, of om als aanhoorigheden daarbij te dienen.

Deze maatregel werd toegepast op de navolgende waren :

Strooken in wollen weefsel voor filtreerpersen ⁽¹⁾. (Besluit van 10 December 1898, R. 2514);

Vilten darmen voor het opmaken van werktuigen voor het vormen van baksteen. (Besluit van 31 October 1901, R. 2639);

Vilten bestemd tot het vervaardigen van electrische accumulatoren ⁽¹⁾. (Besluit van 26 April 1899, R. 2536);

Wollen, katoenen en leeren hulzen voor het opmaken van cylindere voor spin- of kamgetouwen. (Besluiten van 6 Juli 1897 en 4 Maart 1898, R. 2426 en 2470);

Lederen segmenten voor kamgetouwen. (Besluit van 4 Maart 1898, R. 2470);

Katoenen weefsels doortrokken met creosoot of met eene delfstoffelijke olie voortkomende van de distillatie van petroleum, gebruikt voor het bewerken der deeg voor de filtreerpersen in de fabrieken van plateelwerk en porselein. (Besluit van 15 Februari 1899, R. 2527);

Wollen vilten weefsels voor fabrieken van plateelwerk en porselein ⁽¹⁾. (Besluit van 6 September 1899, R. 2546);

Wollen weefsels genaamd *roller cloth*, bestemd tot het opmaken van machinecylinders ⁽¹⁾. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426);

Vilten weefsels ⁽¹⁾ en hulzen in vilten weefsels voor papierfabrieken. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426);

Katoenen of vlassen bossen voor spinnerijspillen, voor Jacquartgetouwen of bestemd voor andere nijverheidsdoeleinden. (Besluit van 6 Juli 1897, R. 2426).

Koninklijk besluit van 5 Mei 1897.

Vermindering van het minimum der hoeveelheden wijn toegelaten bij het in- en uitgaan in de bijzondere stapelhuizen.

⁽¹⁾ De invoerders moeten voor de tolbeambten voldoende bewijzen dat de weefsels wezenlijk bestemd zijn tot het aangegeven gebruik.

Koninklijk besluit van 7 Juni 1897, ter vervanging van het besluit van 22 October 1883.

Tijdelijke vrijstelling van de invoerrechten voor tabak bestemd tot het vervaardigen van sigaren voor den uitvoer.

Wet van 9 Augustus 1897.

Afschaffing van de invoerrechten op de thee. — Verbod, saccharine en producten die saccharine bevatten, of soortgelijke voortbrengselen in te voeren, te vervaardigen, te vervoeren, voorhanden te hebben of te verkopen.

Wet van 19 Augustus 1897.

Krachtens deze wet mogen bijzondere stapelhuizen en fictieve stapelhuizen in concessie worden gegeven binnen een kring zich uitstrekkende tot ongeveer 2,500 meter van het stadhuis van Brussel, op het grondgebied der gemeenten die bijdroegen tot het tot stand brengen van het kapitaal der Naamlooze Vennootschap van het kanaal en de haveninrichtingen van Brussel.

Wet van 28 December 1897.

De begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1898 wijzigt de invoerrechten op room en melk, geplette verse rozijnen, zakuurwerken en benodigdheden voor zakuurwerken, alsmede op kanten; zij machtigt de Regeering ethers, chloroform, collodion, chloraat-hydraat, jodium-ethyle en andere soortgelijke producten, bereid met alcohol en waaruit deze werd gedreven gedurende de vervaardiging, te belasten met een recht van 5 t. h. op de waarde of met een even hoog soortelijk recht.

Koninklijk besluit van 1 Maart 1898.

De regelen betreffende het fictief stapelhuis worden toepasselijk gemaakt op de ijzeren buizen.

Omzendbrief van 12 December 1898.

Voorwerpen van waarde mogen door den dienst der posterijen ingevoerd worden.

Wet van 29 December 1899.

Krachtens de begrootingswet van 's Lands Middelen, voor het dienstjaar 1900, mogen de materialen, die dienen tot het bouwen, het bewapenen, het optuigen en het meubileren der schepen en booten en door het toltarief

niet vrijgesteld zijn van invoerrechten, met vrijdom van rechten worden ingevoerd mits de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

Door die wet zijn afgeschaft of verminderd : de invoerrechten op gedistilleerde waters, caseogom of kaasstof bereid door middel van alcalis voor nijverheidsgebruik, vogelhuiden en vogelvederen, bloemen in plateelwerk of in porselein bestemd tot het vervaardigen van lijkkronen, zuiver berberissap.

10 Januari 1900.

Te Brussel wordt een nieuw openbaar stapelhuis gebouwd.

Overeenkomst van 7 April 1900.

Tusschen België en Duitschland wordt eene nieuwe overeenkomst gesloten tot regeling van het verkeer der fabrieken aan de Belgisch-Duitsche grens.

November 1900.

Er verschijnt een nieuwe uitgave van het Officieel Toltarief met de beknopte mededeeling van de voornaamste bepalingen der tolwetten, het toegelicht algemeen repertorium der koopwaren, de tabel der invoerrechten en eene bijlage bestaande uit verscheidene tabellen waarin zijn vermeld de bevoegdheden van de kantoren, van de hulpkantoren en van de stapelhuisen van den toldienst.

Wet van 31 December 1900.

De begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1901 bepaalt eene gunstregeling voor gesteriliseerde most van wijn; krachtens dezelfde wet zijn de door stoom bewogen pers-cylinders, dienende tot het effenen van steenslagwegen, vrij van invoerrechten.

Omzendbrief van 15 Maart 1900.

De regelen betreffende het fictief stapelhuis worden toepasselijk gemaakt op de ijzeren of stalen buizen zonder onderscheid, daaronder begrepen de zelfs afzonderlijk ingevoerde omhulsels die daarbij behooren.

Koninklijk besluit van 9 October 1901.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Ath.

Wet van 30 December 1901.

De Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1902 bepaalt :

Dat de invoerrechten op geweerhout en vuursteen zijn afgeschaft ;

Dat de rechten op de schapevellen (stroogele) zijn verminderd van 30 tot 15 frank per 100 kilo ;

Dat de verscheidene producten, die behooren tot de klasse *reukwerk*, vrij mogen ingevoerd worden.

Wet van 19 Mei 1902.

Deze wet bepaalt het tolstelsel, dat in sommige bijzondere gevallen van toepassing is, en verleent machtiging aan de Regeering om de producten, die in hun land van herkomst eene uitvoerpremie genieten, te belasten met een compensatierecht.

Wet van 27 December 1902.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1903 komen de volgende bepalingen voor :

De garens van wol, die men noemt « fils mixtes », worden, wat betreft de toepassing van het tollarief, gelijkgesteld met de garens van gekamde wol.

Een invoerrecht van 5 frank per 100 kilogram wordt gesteld op het vloeibaar koolzuur.

Bij verlies van de in doorvoer gezonden goederen, wordt men vrijgesteld van de betaling der boete en der rechten of der waarde.

Wet van 18 Februari 1903.

Het invoerrecht op ongebrande koffie wordt afgeschaft. Het invoerrecht op gebrande koffie wordt verminderd van 13 tot 10 frank per 100 kilogram.

Omzendbrief van 14 Mei 1903.

Machtiging wordt verleend tot het terugbetalen van de rechten, door de spoorwegbesturen geeïnd, op de goederen die aan den bestemming niet besteld en naar het buitenland teruggezonden werden.

Koninklijk besluit van 25 Juni 1903.

Oprichting van een openbaar stapelhuis en van een tolkantoor te Sint-Nikolaas.

Wet van 21 Augustus 1905.

Nieuwe wet betreffende de invoerrechten op suiker : Vermindering van de rechten op suiker, stroop en melasse, bereide cacao en verduurzaamde eetwaren met suiker. Afschaffing van de invoerrechten op de beetwortelen.

Koninklijk besluit van 26 Augustus 1903.

Bij dit besluit wordt eene bijbelasting gelegd op de van uit den vreemde ingevoerde suiker.

Wet van 28 December 1904.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1905 komen de volgende bepalingen voor :

Worden vrij aangenomen bij den invoer : vogelhuiden ontkleurd, gebleekt of geverfd, niet anders bereid noch opgemaakt, en vogelvederen enkel ontvet, ontkleurd, gebleekt of geverfd, niet afgeschraapt.

Het invoerrecht op bereiden mosterd wordt bepaald op 12 frank per 100 kilogram, bruto gewicht (in plaats van 15 t. h. op de waarde).

Wet van 16 Juni 1905.

Wet tot goedkeuring van het op 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland gesloten toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891 :

Sommige stalen draden tot vervaardiging van geraamten van regen- of zonneshermen, alsmede tot de vervaardiging van kaardebeslagen, mogen vrij ingevoerd worden.

Het recht van 10 t. h. op de waarde van platen of bladen in aluminium, rondvormig of volgens teekening gesneden, wordt verminderd tot 5 frank per 100 kilogram, — wat in dit geval gelijkstaat met 1.15 t. h. op de waarde.

De rechten op de voorwerpen, begrepen onder *Kramers- en ijzergoed*, worden verminderd.

Ministerieel besluit van 8 November 1905.

Door dit besluit wordt men ontslagen van de tolformaliteiten, voor het voorhanden hebben en het verkeer van het vee, voorgeschreven door het koninklijk besluit van 26 Juni 1887, R. 2029, binnen het deel van den kring dat op meer dan 2,500 meter van de Duitse grens is gelegen.

Wet van 50 December 1905.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1906 komen de volgende bepalingen voor :

Het invoerrecht op bananen met of zonder twijg wordt verminderd tot 5 frank per 100 kilogram ;

Knoppen in porselein voor het vervaardigen van mechanieke stopsels worden aangenomen bij den invoer, mits betaling van een recht verminderd tot 5 t. h. op de waarde.

Caoutchouchoudende weefsels, gevoerd of niet gevoerd met vilt, bijzonder vervaardigd voor het maken van kaardebeslagen, worden vrij ingevoerd.

Maart 1906.

Er verschijnt eene nieuwe uitgave van het toltarief.

Wet van 1 Maart 1906.

Wet houdende goedkeuring van het op 12 Februari 1906 tusschen België en Oostenrijk-Hongarije gesloten handels- en scheepvaartverdrag.

Koninklijk besluit van 25 Mei 1906.

Oprichting van een tolkantoor te Zeebrugge.

Omzendbrief van 17 Juli 1906.

Gedeeltelijke vrijstelling van de invoerrechten wordt verleend voor de stalen roeden bestemd om te worden gebruikt bij het maken van tralie- of roosterwerk.

Wet van 21 December 1906.

Wet houdende goedkeuring van het handelsverdrag, den 5^o Juni-23^o Mei 1906 gesloten tusschen België en Rumenië.

Wet van 24 December 1906.

In de begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1907 komen de volgende bepalingen voor :

De invoerrechten van 2 frank en 3 frank per 100 kilogram op stalen draden, blanke en gegalvaniseerde, hebbende een diameter van minder dan 5 millimeter en een weerstand van ten minste 120 kilogram per vierkanten millimeter, die bestemd zijn tot het vervaardigen van kabeltouw en korden, worden verminderd tot 1 frank per 100 kilogram.

Gemalen kurk, met andere stoffen samengeperst tot vorm van baksteen, tegel, paneel, plank, schaal voor bekleeding van buizen en andere voorwerpen van zelfde samenstelling, bestemd voor bouwwerken of voor nijverheidsdoeleinden, wordt bij den invoer belast met een recht van 3 frank per 100 kilogram in plaats van het recht van 5 t. h. op de waarde.

Koninklijk besluit van 11 Maart 1907.

Kaarsen, plaveien voor vloeren en allerlei bouwwerken, in plateelwerk of in porselein, weefsels van jute, ongebleekt, zuiver of gemengd, effen of gekeperd, worden bij den invoer belast met soortelijke rechten in plaats van de rechten op de waarden.

Wet van 14 Juni 1907.

Wet houdende goedkeuring van het handelsverdrag, den 6ⁿ September 1906 gesloten tusschen België en Aethiopië.

Koninklijk besluit van 12 Augustus 1907.

Weefsels van wol, wegende minder dan 200 gram den vierkanten meter, worden bij den invoer belast met soortelijke rechten in plaats van het recht op de waarde.

Wet van 16 Augustus 1907.

Wet houdende goedkeuring van het handelsverdrag, den 24ⁿ/11ⁿ April 1907 gesloten tusschen België en Servië.

Wet van 23 December 1907.

De begrootingswet van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1908 vermindert de invoerrechten op :

- 1^o De langs de vier zijden gezaagde stukken hout van ten minste 0^m25 × 0^m25 dikte in het vierkant;
- 2^o De bij rollen ingevoerde draden in staal voor het vervaardigen van geraamten van regen- of zonnescermen;
- 3^o De pijpen en buizen in ijzer of in staal overdekt met een hulsel van met teer of asphalt bestreken weefsel.

Wet van 30 December 1908.

In de wet houdende de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1909 komt de volgende bepaling voor :

Vermindering der invoerrechten op de schijfjes in geëmailleerd aardewerk bestemd tot het vervaardigen van rolletjes voor meubels.

Wet van 17 April 1909.

Wet houdende goedkeuring van het op 16/29 Augustus 1908 tusschen België en Bulgarijê gesloten handels- en scheepvaartverdrag.

Wet van 29 December 1909.

In de wet houdende de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1910 komt de volgende bepaling voor :

Afschaffing van de invoerrechten op de diastafor bestemd voor nijverheidsdoeleinden en voorafgaandelijk gedenatureerd.

Maatregelen, die sedert 1894 werden genomen door de Regeering en voor gevolg hadden, diegene onzer nijverheidstakken te bevorderen of te begunstigen, waarvan de voortbrengselen aan den accijns zijn onderworpen.

BIER EN AZIJN.

Krachtens de wet van 2 Augustus 1822, werd de bieraccijns geheven uitsluitend naar de inhoudsgrootte van de roerkuip. Onder het ministerie van den heer Beernaert werd eene tweede wijze van heffing ingevoerd door de wet van 20 Augustus 1883; deze wijze was gegrond op de hoeveelheid aangegeven meel. De brouwers hadden vrije keuze tusschen beide stelsels.

De bestaande regelen werden daarna gewijzigd en verbeterd door de navolgende wetten :

Wet van 20 Mei 1898, waarbij het maken van azijn door middel van appelen, peren of inlandsche honig wordt vrijgesteld van elk accijnsrecht.

Begrootingswet van 31 December 1900, waarbij de wetsbepalingen betreffende het innen van het accijnsrecht op bier en azijn worden vereenvoudigd. De bijzondere bepalingen, die in deze wet voorkomen, maken én het werk der brouwers én het toezicht door de accijnsbeambten gemakkelijker.

Begrootingswet van 31 December 1901, waarvan artikel 4 bepaalt dat, te rekenen van 1 Januari 1904, de bieraccijns uitsluitend naar de aangegeven hoeveelheid meel zal geheven worden. Deze bepaling had voor gevolg het afschaffen van de wijze van belasting naar de inhoudsgrootte der roerkuip, — wijze die aan de brouwers minder vrijheid gaf bij het werk.

Krachtens hetzelfde artikel werden de op 1 Januari 1904 van kracht blijvende bepalingen der wetten op bier en azijn vereenigd in een wetboek; dat leverde groot gemak op niet alleen voor de brouwers en de bedienden van het Bestuur, maar ook voor de personen die verlangen of uit hoofde van hun ambt verplicht zijn, die wetten te raadplegen.

AZIJNZUUR.

Koninklijk besluit van 14 Maart 1903, houdende vermindering van het bedrag van het accijnsrecht op het maken van azijnzuur.

BRANDEWIJN.

De wet van 15 April 1896 heeft de belasting naar de inhoudsgrootte vervangen door de belasting naar de voortgebrachte hoeveelheid flegma's of alcohol. Aan de stokerij werd door deze wet verzekerd : 1^o eene grootere vastheid van de belasting, die niet meer verandert van jaar tot jaar ; 2^o eene grootere vrijheid bij het werk ; 3^o eene zeer gewichtige vermindering van de bedrijfskosten ; 4^o de verbetering van de hoedanigheid der voortbrengselen ; 5^o de afschaffing van wat overbleef van de voortbrenging, vrij van rechten en uit hoofde waarvan de kleine stokers niet konden optreden tegen de groote stokers ; 6^o het middel om met beter gevolg te strijden op de uitvoermarkten ; 7^o het recht om gist of zuurdeesem voor de behoeften der stokerij, ofwel bakkersgist, die wij in het buitenland moesten aankopen, te maken. Om over de gewichtigheid van dezen laatsten maatregel te kunnen oordeelen, volstaat het te zeggen, enerzijds, dat, gedurende het jaar 1896, 16,787,632 kilogram gist werd ingevoerd uit het buitenland, terwijl in 1897 er nog slechts 320,321 kilogram werd ingevoerd ; anderzijds, dat de fabricatie, die in 1896 niet bestond, in 1907 10 millioen kilogram bereikte, waarvan 1,912,155 kilogram naar het buitenland werd uitgevoerd.

De Regeering is daarenboven door de wet gemachtigd om geheele of gedeeltelijke afschrijving van rechten te verleenen voor alcohol bestemd tot nijverheidsdoeleinden. De nijverheidstakken, die tot nog toe door deze afschrijving werden bevoordeeld, zijn de volgende : het vervaardigen van aether, kunstzijde, vernis, azijn ; het vergulden van lijsten ; het zuiveren en wasschen van ruwe olie ; het gloeien, in de gasvlam, van bindgarens ; het bereiden van peptones door middel van brouwersgist ; het vervaardigen van vilten en hoeden, van knalkwik, van artsений- of scheikundige producten waarbij de alcohol volkomen ter zijde wordt gelaten gedurende de bewerking ; het vervaardigen van simili-leder, van collodion verbruikt in de fabriek zelve, van bederfwerende en geneeskrachtige watten, van aniliekleuren, van kunstbloemen, van doorzichtige zeep, van looizuur, van pyrotechnische producten en van rookloos buskruit. Gelijke afschrijving wordt verleend voor de anatomische of wetenschappelijke preparaten in de inrichtingen voor hooger onderwijs.

De begrootingswet van 27 December 1902 verleent, bij artikel 7, aan de stokers gemak voor de aanzuivering hunner kredietrekening.

De begrootingswet van 28 December 1904 bepaalt, bij artikel 8, aanvullende maatregelen om het geheim gebruik van stooktoestellen te voorkomen.

De koninklijke besluiten van 2 Augustus 1898, 23 Maart 1899 en 16 Mei 1903 verleenen eene aanvullende afschrijving van den accijns, wegens verlies bij het zuiveren, op gezuiverde alcohol en brandewijn,

wanneer zij worden uitgevoerd of gedenatureerd voor nijverheidsdoeleinden en als zoodanig volkomen vrij zijn van rechten.

Artikel 3 van de Begrootingswet van 30 December 1908 stelt van borgtocht vrij, onder zekere voorwaarden, de stokers die enkel flegmas voortbrengen en die voor het overhalen hunner producten niet de noodige gereedschappen bezitten.

DRUIVENSUIKER, MALTOSE, STROOP EN INVERTSUIKER.

Wet van 19 Mei 1898, waarbij de belasting naar de inhoudsgrootte wordt vervangen door de belasting naar de opbrengst. Dank zij deze wet is een meer redematige en minder kostelijke bewerking mogelijk; zij brengt de rechten op druivensuiker in overeenstemming met die op bier, machtigt den uitvoer van glucose met afschrijving van den accijns en verleent afschrijving voor gedenatureerde glucose bestemd tot nijverheidsverbruik buiten al wat eetwaren betreft. Daarenboven wordt het fabricceeren van maltose en invertsuiker toegelaten door de wet; invertsuiker is gedeeltelijk vrij van de belasting.

Koninklijk besluit van 27 Juli 1898, waarbij eene vermindering wordt verleend voor verlies bij het fabricceeren van glucose.

Koninklijk besluit van 6 December 1905, waarbij eene afschrijving wordt verleend: van 5 frank per 100 kilogram suiker welke tot de fabricatie van invertsuiker dient, en van 15 frank per 100 kilogram droog extract verval in tot uitvoer bestemde invertsuiker.

Koninklijk besluit van 11 November 1909, waarbij het bedrag der afschrijving van den accijns gesteld op fr. 13.50 voor druivensuiker die, na ontaard te zijn, gebezigd wordt bij de fabricatie van perkamentpapier bestemd ten uitvoer, op 15 frank wordt gebracht.

MARGARINE.

Wet van 12 Juli 1895, waarvan de artikelen 5 tot 12 een accijnsrecht op margarine invoeren. Deze maatregel had voor gevolg dat de zuivelnijverheid zich op merkwaardige wijze uitbreidde en de margarinenijverheid (de margarine is een zeer gezond voedsel) in ons land tot stand kwam ten bate van de arbeidersklasse.

SUIKER.

Internationale Overeenkomst onderteevend te Brussel den 23ⁿ Mei 1902. Ten gevolge van deze overeenkomst, tot stand gebracht na herhaalde vruchteloze pogingen gedurende een twintigtal jaren, verviel het stelsel

van premiën bij de voortbrenging en den uitvoer van suiker en werd de nijverheid en de handel van dit product opnieuw onderworpen aan de algemeene economische regelen.

Wet van 24 Augustus 1903. Door deze wet is de vroeger bestaande regeling, namelijk de belasting naar de vermoedelijke opbrengst, gewijzigd: overeenkomstig de bepalingen van voormelde overeenkomst wordt het recht geheven naar de werkelijke opbrengst; het accijnsrecht wordt verminderd van fr. 51.43 tot 20 frank per 100 kilogram voor al de soorten suiker zonder onderscheid. Daarenboven zijn de fabrieken en raffinaderijen door de wet onderworpen aan de regelen betreffende het bergen in stapelhuizen; de Regeering is gemachtigd om de afschrijving van den accijns te verleen voor suiker en stroop bestemd voor nijverheidsdoeleinden of voeding van het vee; het waarborgen van de betaling is door de wet gemakkelijker gemaakt, en strenge maatregelen zijn bepaald om den invoer, de vervaardiging, het vervoer, het voorhanden hebben en den verkoop van saccharine en soortgelijke voortbrengselen te voorkomen.

Koninklijk besluit van 24 Augustus 1903, waarbij geheele afschrijving van de accijnsrechten wordt verleend voor suiker gebruikt bij het bereiden van verduurzaamde groenten, confijten, geleien of moezen, gecondenseerde melk en melkmeel, evenals voor suiker en door raffinering verkregen stroop bestemd voor nijverheidsdoeleinden of voeding van het vee.

TABAK.

Wet van 17 April 1896, houdende wijziging van de fiskale regelen betreffende de tabak. Deze wet schaft de belasting naar de teelt af, alsmede de formaliteiten waartoe dit stelsel aanleiding gaf, voert een accijnsrecht in van 15 frank per 100 kilogram op ongefabriceerde buitenlandsche tabak en op gedroogde inlandsche tabak, bepaalt de geheele vrijstelling van den accijns wat betreft de tabak door den planter gewonnen voor het verbruik van zijn gezin, verleent eene ruimere bescherming aan de inlandsche tabak, onderwerpt de tabak aan het regiem van bijzonder stapelhuis en fictief stapelhuis.

Begrootingswet van 28 December 1897, waarvan artikel 4 de afschrijving bepaalt, die, uit hoofde van droging, van toepassing is op de tabak in een bijzonder stapelhuis.

Begrootingswet van 51 December 1900, waarbij de Minister van Financiën gemachtigd wordt, eene hoogere afschrijving dan die bepaald bij bedoelde wet van 28 December 1897, te verleen voor vreemde tabak in bladeren, kunstmatig gedroogd.

WIJNEN.

Begrootingswet van 30 December 1896, waarbij, onder andere, het accijsrecht op wijnen, anders dan in flesschen ingevoerd, wordt verlaagd tot 20 frank per hectoliter, opdat ook de arbeidersklasse zich wijn zou kunnen verschaffen.

*
* *

Bij deze dubbele opsomming van maatregelen in zake van tol en accijnzen, ten behoeve van handel en nijverheid, dient de volgende gevoegd, wijl zij daarbij aansluit :

Maatregelen betreffende het gemeentefonds.

De wet van 30 December 1896 nam, bij de berekening voor de verdeling van het gemeentefonds, in aanmerking het bevolkingscijfer der gemeenten, benevens den vroegeren grondslag van het ondersteld vermogen. Om die wijziging te wettigen werd aangevoerd dat, gezien den aard der ontvangsten van het gemeentefonds, de bijdrage van elke gemeente tot het in stand houden van dat fonds tevens van beide voormelde bestanddeelen afhing.

Daarenboven werd sedert 1896 aan elke gemeente als minimum toebe-deeld eene som, die gelijk stond met die welke zij in 1895 ontving. Het overige werd jaarlijks verdeeld naar het bevolkingscijfer.

De wet van 26 December 1904 waarborgde aan elke gemeente, als minimum in de verdeling, de in 1903 verdeelde som, jaarlijks verhoogd met 700,000 frank.

De wet van 29 September 1906 handhaafde het beginsel van het minimum, doch met beding dat, van het jaar 1906 tot het jaar 1913, het deel der opbrengst van het aan de gemeenten uitgekeerde gemeentefonds niet lager mag zijn dan de in 1905 verdeelde som, verhoogd naar eene jaarlijksche klimming welke berekend wordt, op den voet van 10 centiemen per inwoner, op het bevolkingscijfer dat tot grondslag van de verdeling dient.

